



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

N° 74

4 NOVEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

Halte au fascisme et à la guerre

« **L** A guerre d'Algérie dure depuis sept ans... Préparez-vous à manifester. »

Tel était l'appel lancé au début de la semaine par les fédérations du P.S.U. de la région parisienne.

Mercredi 1er novembre, à 14 h. 30, soudain éclate, sur le boulevard de Clichy les cris « Halte au racisme ! Paix en Algérie ».

Trois mille militants environ, arrivés par petits groupes, se rassemblent. Ils occupent tout l'espace de la Place Clichy. Sur le monument qui en occupe le centre, Edouard Depreux, secrétaire national, vient de se hisser. Il prononce une allocution pour marquer le sens de la manifestation : le P.S.U. veut affirmer la volonté de paix qui anime les masses populaires et marquer son indignation contre les ratonnades policières du 17 octobre.

Obéissant avec une discipline parfaite aux consignes qui leur étaient données, les manifestants qui tiennent toute la largeur du boulevard se forment en cortège, précédés de banderoles portant les mots d'ordre. Ils défilent jusqu'à la Place Blanche où la dislocation du cortège se fait selon les dispositions fixées, avant que les forces de police aient pu intervenir, bien que la manifestation dure depuis plus d'une demi-heure.

Ainsi, la preuve est faite : en plein Paris, dans ce Paris où le pouvoir avait interdit toute manifestation pour cette journée du 1er novembre, dans ce Paris où la police avait été renforcée par l'arrivée, de province, de plusieurs milliers de gardes mobiles et de C.R.S., il est possible, pour peu que l'on sache faire preuve de résolution et de sang-froid, d'organiser une manifestation de rue.

Le P.S.U., nous ne craignons pas de le dire, éprouve quelque fierté d'avoir fait cette démonstration et d'avoir réussi cette mobilisation conduite avec méthode, discipline et rapidité.

Mais il va de soi que ses militants, quelque satisfaction qu'ils puissent légitimement éprouver, entendent que cette manifestation ne reste pas sans lendemain. Ils veulent qu'elle marque le début d'une action plus large et encore plus vigoureuse sur l'ensemble du pays. Il faut qu'un nouveau départ soit donné à l'action des masses populaires. Il faut que s'affirme chaque jour davantage la volonté de ne pas permettre que la guerre d'Algérie, qui entre dans sa huitième année, se prolonge encore, alors que la criminelle stupidité de ce combat d'arrière-garde du colonialisme est universellement reconnue. Il faut que le pouvoir sache que le peuple français ne supportera plus longtemps ses ruses impuissantes et ses attermoissements.

L'exemple donné par les militants du P.S.U. de la région parisienne doit être suivi. Dans les jours qui viennent, la protestation doit aller en s'amplifiant grâce à l'union dans un vaste mouvement de tous ceux qui ont la volonté d'imposer la fin de la guerre d'Algérie et d'en finir avec les menées fascistes.

T. S.

Communiqué du P.S.U.

POUR affirmer leur exigence de paix immédiate avec l'Algérie et pour protester contre les brutalités racistes, les fédérations P.S.U. de la région parisienne ont organisé mercredi en fin d'après-midi une démonstration Place Clichy.

Trois mille personnes ont participé à la manifestation au cours de laquelle Edouard Depreux a pris la parole. Les manifestants ont ensuite défilé jusqu'à la Place Blanche et une délégation s'est rendue devant le cinéma Rex où des gerbes ont été déposées à l'endroit où, le 17 octobre, avaient été abattus un travailleur algérien et un travailleur français.

Nul doute que la réaction populaire exprimée par la récente déclaration des syndicats de la région parisienne et les manifestations d'aujourd'hui ne permettent dans les jours qui viennent d'organiser d'importantes démonstrations pour l'aboutissement rapide de la négociation.

1er Novembre 1961.



(PHOTOS ELIE KAGAN)





Raymond ARON (A.D.P.)

On connaît le mot fameux de Guy Mollet sur la droite française « la plus bête du monde ». Il est vrai que la politique de M. Pinay ou de M. Duchet ne contredit guère cette affirmation d'un représentant de la gauche qui n'est certes pas la plus intelligente du monde. Il nous souvient cependant de ces premiers temps du gaullisme où Mollet était ministre (aux côtés de Pinay et Soustelle), où S.F.I.O. et indépendants prétendaient réduire la politique française à l'affrontement de leurs deux médiocrités. Aujourd'hui les temps ont changé. On ne prétend plus se situer à la proue du vaisseau gaulliste en perdition. Les rats abandonnent le navire ou se préparent à le faire.

Mais n'existe-t-il qu'une droite stupide ? La gauche aurait tort de se satisfaire d'un jugement aussi démagogique. La droite n'aurait-elle plus de penseurs, d'hommes capables de comprendre leur temps ?

Prenons le cas de M. Raymond Aron, par exemple. Le distingué chroniqueur du *Figaro* n'est-il pas ce qu'il convient d'appeler un représentant de la droite intelligente ? Partisan de la décolonisation, ancien membre du R.P.F. (peu de temps) mais non de l'U.N.R., il avait jusqu'ici soutenu le Général De Gaulle, non sans hésitations, réserves et critiques.

Il vient de publier dans la revue *Preuves*, un article intitulé « Adieu au Gaullisme » qui est un réquisitoire d'autant plus sévère pour le régime et son chef qu'il est écrit avec cette objectivité froide bien propre à l'auteur.

Aussi bien, R. Aron ne doute pas de se voir ranger « aux yeux des fidèles », dans le parti de « La hargne, de la grogne et de la rogne » qui est plus nombreux que jamais. Écoutons son propos qui nous confirme dans nos propres positions.

« La IV^e République, souligne Raymond Aron, n'a pas su accomplir, à temps et dignement, la décolonisation. Mais les « gaullistes » n'ont pas montré plus de clairvoyance et les discours du président du R.P.F. suffiraient à le démontrer... » En effet, ce dernier n'a jamais expliqué que l'Algérie ou les autres territoires d'Outre-Mer évolueraient un jour vers l'indépendance et qu'il convenait de s'y préparer si l'on voulait éviter des secousses violentes. Au contraire, lui-même et ses partisans embouchaient la trompette de la « défense de l'Empire ». Mais cela, dira-t-on, c'est le passé. Le général est maintenant partisan de l'indépendance.

Il n'y a qu'un ennui, c'est que précisément, l'indépendance algérienne est acquise dans le sang et que pour y parvenir — s'il y parvient — De Gaulle devra faire face à une révolte des Européens d'Algérie qu'il avait « compris » en 1958, au point de s'appuyer sur eux pour se substituer à la IV^e République. « En 1958, écrit Raymond Aron, le monde entier, sauf la France, savait que l'Algérie serait indépendante, mais il ne savait ni quand ni comment. En 1961, les Français n'ignorent plus l'aboutissement fatal, mais ils ne connaissent pas encore le chemin qui y conduit. »

A noter toutefois que les hommes qui ont constitué le P.S.U. n'avaient pas attendu la venue au pouvoir du général De Gaulle pour savoir que l'Algérie serait indépendante. Ils prétendaient même, contre Mollet puis contre De Gaulle, que le seul moyen de ramener la paix en Algérie et de mettre fin à un conflit épuisant pour la France était de reconnaître cette indépendance et d'engager des négociations politiques avec le F.L.N.

“L'adieu au gaullisme” d'un représentant de la droite “intelligente”

L'analyse de M. Raymond Aron confirme ce qu'est justement ce refus de négocier avec le F.L.N. sur un pied d'égalité qui est à l'origine de l'échec des pourparlers. « Si, par un discours, le général de Gaulle se détachait de ceux qui l'avaient fait roi, s'il habitait l'opinion métropolitaine à l'idée d'une Algérie algérienne, les modalités de l'autodétermination garantiraient le refus du F.L.N. Car sous une autre forme que Mollet en 1956 ou que lui-même en 1958, le général De Gaulle continuait d'exiger la fin des combats avant toute négociation proprement politique. « Cessez-le-feu, élections, négociation », avait dit le chef du Parti Socialiste. « Cessez-le-feu, apaisement, autodétermination », déclarait maintenant le président de la V^e République. Les formules n'étaient pas les mêmes. Mais la communauté subsistait sur un point essentiel : le chef socialiste comme le président de la République entendaient que les nationalistes algériens consentissent à s'intégrer dans un procès historique dont la France déterminait le cadre et l'allure. »

Raymond Aron ne cache pas sa déception : « Le Général de Gaulle avait-il, entre 1958 et 1961, une bonne chance de traiter avec le F.L.N. ? Pour réussir, il devait faire l'inverse de ce qu'il avait fait, octroyer moins et marchander plus, ne pas prétendre imposer à l'adversaire la procédure de décolonisation, avoir le courage de reconnaître que celle-ci signifie la fin du monologue, même si la volonté de l'ancien maître se fait volonté de retraite. On ne décolonise pas dans le style de Louis-XIV. »

Admirable ! Et combien vrai est également ce jugement : « M. Bidault aurait fait la guerre jusqu'au bout pour sauver l'Empire. Le général De Gaulle fait la guerre pour sauver le style de l'abandon. »

R. Aron n'est pas moins sévère — et lucide — en ce qui concerne l'opération de Bizerte, les justifications qui en sont données par les serviteurs du régime et la presse aux ordres. « Le seul résultat certain de la « victoire » de Bizerte, c'est que la France « perdra » cette base prétendument indispensable. »

Raymond Aron évoque également la révolte de l'armée qui contribua, elle aussi à l'avènement du régime gaulliste et qui souffre d'avoir été victime du machiavélisme de son chef. « Quoi qu'on en dise, la plupart des officiers français n'étaient pas incapables de comprendre et d'accepter la logique de la « décolonisation ». Mais ils en veulent au général De Gaulle de les avoir, par deux fois, « trompés ». Une première fois, en 1958, celui-ci se prêta à l'opération dirigée contre la IV^e République et laissa les hommes qui se réclamaient de lui, — Debeccque, Debré —, prendre en toute bonne foi, des engagements solennels que lui-même n'était pas résolu à tenir. Une deuxième fois, au cours de la « tournée des popotes », après la semaine des barricades, il répéta aux officiers qu'il fallait aller chercher les armes si celles-ci n'étaient pas rendues et que l'armée française présiderait à l'autodétermination. »

Ces remarques ne justifient-elles pas notre refus de nous rallier à un régime que les ultras ont tenu sur les fonts baptismaux et dont le chef ne cessait d'avoir une politique ambiguë et, de ce fait, lourde de dangers ?

R. Aron met également en doute le bien-fondé de la politique d'abandon ou de « dégageant » préconisée par De Gaulle en cas d'échec définitif des pourparlers avec le G.P.R.A. — et cela, quels que soient les avantages économiques d'une telle politique « cartériste ».

En effet, ainsi que l'a montré dans sa conférence de presse Pierre Mendès-France, l'existence de la minorité européenne d'Algérie et le rayonnement de la France condamnent la politique d'abandon, au sens « cartériste » du terme.

La politique « d'association », telle que la conçoit de Gaulle, ne peut pas non plus réussir parce qu'elle implique que les Algériens ne transforment pas la révolution nationaliste en révolution socialiste et prennent place dans le camp atlantique, — ce que, précisément, l'évolution du G.P.R.A. rend impossible.

« Le F.L.N., désormais, veut une révolution sociale au-delà de la libération nationale. Il veut, lui aussi, être non engagé, c'est-à-dire ne pas donner de bases militaires à un pays appartenant au bloc atlantique. »

Une entente avec le G.P.R.A. est-

elle « radicalement exclue » ? R. Aron ne le pense pas, mais les lecteurs du *Figaro* ne doivent pas « se faire d'illusions sur ce qu'en seraient les conditions ». Il est vrai que « le président de la République française a fait une nouvelle concession majeure en déclarant que la question de la souveraineté politique sur le Sahara ne se posait même pas (on se demande, en ce cas, pourquoi M. Joxe n'a pas tenu ces propos à Evian ou à Lugrin). Comme d'habitude, la retraite est camouflée sous un style majestueux et tragique. »

D'autre part, si des garanties pour les Européens d'Algérie doivent être obtenues, M. Raymond Aron démontre que le G.P.R.A. ne saurait accepter une collaboration organique des communautés du type libanais ou cyprote, ainsi que l'avaient proposé les délégués du pouvoir gaulliste à Evian. « Au Liban et à Chypre, les deux communautés sont juxtaposées, chacune d'elles comprend l'ensemble de la hiérarchie sociale, l'ensemble des activités constitutives d'une société. La minorité européenne (d'Algérie) constitue au moins 80 % de la classe privilégiée de la population algérienne entière, elle possède ou possédait au moins 80 % du capital, des postes de direction économique, intellectuelle, politique. Le bouleversement social qu'entraînera fatalement l'accession à l'indépendance ne peut manquer de porter atteinte à des intérêts, même légitimes... »

L'Exécutif provisoire que De Gaulle a fait ratifier au référendum de janvier dernier constitue également une solution illusoire.

Autre solution illusoire, le partage de l'Algérie dont on reparle ces temps-ci et dont Raymond Aron souligne qu'il serait « provisoire, en tout état de cause » et qu'il déboucherait « soit sur un accord franco-algérien, soit sur une guerre chaude entre les deux Républiques installées en terre algérienne ». Et il ajoute : « Comme les nationalistes algériens n'accepteraient pas le partage, même si la France offrait une aide généreuse à la République algérienne, cette politique revient à substituer à l'effort pour pacifier l'Algérie entière, l'effort pour maintenir la sécurité, aux frontières et à l'intérieur, d'un territoire séparé arbitrairement de l'ensemble algérien. Il n'est pas sûr que ce dernier effort serait moins coûteux que le premier. C'est toujours ce que nous avons dit nous-mêmes en soulignant que dans ce cas, la guerre se ferait plus dure, le F.L.N. disposant alors de moyens considérablement accrus. »

Devant tant de tâtonnements, de fourberie et de bluff, on peut se demander sur quoi reposent la popularité, le prestige ou l'autorité du général De Gaulle que les foules se plaisent à acclamer. M. Aron montre bien la valeur relative qu'il faut accorder à ces acclamations : « Reste à savoir ce que signifie cette « popularité » ou ce « prestige » ou cette « autorité ». Le général De Gaulle n'est pas le premier Français depuis la Révolution qui ait soulevé l'enthousiasme des foules. Même en laissant de côté les champions cyclistes et les stars de cinéma, le maréchal Pétain, dans les derniers mois de 1940, était accueilli par des acclamations qui n'étaient pas fabriquées. En mars 1944 encore, il fut acclamé à Paris. »

L'ancien militant R.P.F. se souvient également de l'échec de De Gaulle lorsqu'il s'est présenté comme le chef d'un Parti profitant des facilités que lui donnait la démocratie. Il remarque, au contraire, que son succès actuel est dû à l'emploi de certaines techniques bonapartistes qui, en France, sont toujours favorables aux personnalités illustres : « Entre janvier 1946 et mai 1958, le peuple français ne manifesta pas un désir passionné que le Chef de la France combattante redevint le chef de l'exécutif. En 1951, le R.P.F. obtint environ 20 % des suffrages, ce qui est honorable mais non glorieux. A ce moment-là, n'en doutons pas, le général De Gaulle aurait été irrésistible si le Président de la République avait dû être élu au suffrage universel (comme il l'était selon la Constitution de la III^e République). Mais Louis-Napoléon aussi était irrésistible chaque fois que l'on interrogeait les Français sur son nom ou sur son symbole. »

Raymond Aron montre ce qu'a de néfaste la pratique gaulliste du pouvoir personnel : « Jamais le Président

de la République n'a pris soin de consulter les quelques hommes qui connaissent l'Algérie, qui connaissent même les chefs de la rébellion. Aucun des secrétaires ou des ministres aux affaires algériennes n'avait une compétence particulière sur le sujet ». Il est vrai que sous Mollet, il en allait de même. Mais actuellement, c'est l'ensemble de notre politique étrangère qui dépend des préjugés, des calculs et des humeurs d'un homme : « En fait de politique mondiale, quand l'Union Soviétique, les Etats-Unis ou la Chine sont en question, le Chef de l'Etat tranche souverainement. Rien n'indique qu'il mette jamais en doute sa propre infaillibilité ou qu'il sente le besoin d'écouter les conseils, fussent-ils contradictoires, de ceux qui ont une connaissance directe de ces Empires et ceux qui les gouvernent. »

Raymond Aron juge également « peu profitable pour la France » l'attitude de la diplomatie gaulliste en ce qui concerne l'O.N.U. Après la conférence de presse tenue par de Gaulle au début de septembre, il dit à peu près comme nous : « Une fois de plus et de manière encore plus accentuée, les déclarations du général de Gaulle ont revêtu un caractère quasi-somnambulique ». Et « l'atlantisme » de M. Aron ne l'empêche pas de juger alarmiste la position du président de la République sur Berlin : « Le chef de l'Etat brandit les armes terrifiantes que possèdent les Etats-Unis. Partisan, à juste titre, de la fermeté face aux menaces soviétiques dans l'affaire de Berlin, il présente une argumentation qui dénote une étrange ignorance de la stratégie thermonucléaire. Dire que, si l'on en venait à la guerre », c'est que les Soviétiques l'auraient voulue et, dans ce cas, tout reculé préalable de l'Occident n'aurait servi qu'à l'affaiblir et à le diviser sans empêcher l'échéance », c'est simplifier jusqu'à la caricature l'action soviétique qui, manifestement, ne vise pas à une guerre générale mais en accepte certains risques pour atteindre certains objectifs ».

En bref, « mettre au compte de la mauvaise foi, d'une volonté systématique de dénigrement, les critiques qui se multiplient contre un régime sans légalité et un ministère sans crédit, c'est vivre en un monde de rêves, dont les communications avec le réel sont de plus en plus rares ».

Et Raymond Aron d'annoncer le temps où la révolte contre le régime deviendra généralisée. « Qu'on y prenne garde... à Matignon, et même à l'Elysée : il peut venir un moment où le mot d'ordre « Nous avons été trompés » sera repris par d'autres que par Challe et ses amis — avec indignation d'abord, avec révolte ensuite ».

M. Combes

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)

SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

C.G.T., C.F.T.C. et U.N.F.

Appel simultané à la riposte des travailleurs

L'UNDI soir, les Unions départementales de la Seine C.G.T., C.F.T.C., F.O., ainsi que le Bureau de l'U.N.E.F., ont publié simultanément le communiqué suivant :

« Pour protester contre les mesures discriminatoires dont ils sont victimes, les travailleurs algériens de la région parisienne ont manifesté pacifiquement le 17 octobre.

Utilisant des méthodes inadmissibles, la répression policière a fait des morts et des centaines de blessés.

L'Union des syndicats... tient à faire savoir qu'une répression policière analogue, nouvelle étape de l'installation d'un régime fasciste en France, déclencherait une réaction immédiate, de l'ensemble des travailleurs de la région parisienne ».

La publication simultanée du même texte par les quatre organisations syndicales revêt une extrême importance.

Elle signifie, d'abord, que le mouvement de protestation qui s'est manifesté après les lamentables événements du 17 octobre n'a cessé de prendre de l'ampleur. Mieux encore : l'indignation se change en résolution et en volonté d'action.

Ce qui compte aussi beaucoup à nos yeux, c'est le fait que ces quatre organisations aient publié à la même heure le même texte. Sans doute déplorera-t-on encore qu'on n'ait pas fait plus de chemin et que la coordination ne soit pas plus étroite. Sans doute eût-on préféré un texte signé en commun. Soit ! Il reste que l'appel simultané est un progrès. Ce serait une erreur d'en sous-estimer l'importance, d'autant que, chaque semaine, nous parvenons des informations sur la constitution de cartels départementaux qui attestent que l'idée de rassemblement gagne sans cesse du terrain.

Enfin, l'appel simultané de ces quatre organisations syndicales prouve qu'il devient possible de donner plus de vigueur, par delà les protestations contre la répression policière, à la lutte contre la poursuite de la guerre d'Algérie. Il faut qu'à bref délai — ainsi que le demandent les Fédérations P.S.U. de la région parisienne — les manifestations pour la paix soient organisées par un large front sur l'ensemble du pays.

COMMUNIQUE DES FEDERATIONS P.S.U.

— Au moment où le pourrissement de la guerre d'Algérie facilite les entreprises de la guerre civile et crée un climat de trouble et de violence,

— Où les scandaleuses brutalités dont la police parisienne a fait un système à l'égard des travailleurs algériens accélèrent cette détérioration,

— Alors que la population parisienne souffre particulièrement de cette situation,

Les Fédérations de la région parisienne du P.S.U. se félicitent que les organisations syndicales de Paris et de sa banlieue envisagent de riposter en commun à de nouvelles violences policières et aux provocations terroristes des ultras.

Elles réaffirment leur solidarité avec les victimes de la répression, leur intention de réclamer plus que jamais une solution négociée de la guerre d'Algérie et de contribuer de toutes leurs forces à l'organisation, dès que possible, d'une démonstration de grande ampleur, pour donner un coup d'arrêt aux brutalités policières et réclamer une solution négociée de la guerre d'Algérie.

30 octobre 1961

Par suite d'une erreur matérielle, la signature de l'article « Sur le vif dans l'Allemagne de l'Est », paru dans notre précédent numéro, a été omise.

Précisons donc, en nous excusant auprès de l'auteur et de nos lecteurs, que cet article était dû à Paul DEHEM, professeur agrégé d'Allemand

Les manifestations

du 1er Novembre :

Quand les policiers organisent le désordre

La police parisienne, pourtant en alerte pour cette journée du 1er novembre, s'est laissée surprendre par la manifestation que les fédérations du P.S.U. de la région parisienne avaient décidé d'organiser pour affirmer, en pleine rue, la volonté de mettre fin à la guerre d'Algérie et pour protester contre la répression raciste du 17 octobre.

Les premiers cars de policiers sont arrivés sur les lieux alors que l'ordre de dispersion avait été donné conformément aux décisions prises par les organisateurs, animés de la volonté de faire une démonstration vigoureuse, mais pacifique.

Quelques militants, cependant, ont été appréhendés.

L'intervention policière n'a eu d'autre effet que de provoquer un inextricable embouteillage. Un astucieux stratège de la Préfecture de police avait cru habile, pour tenter d'organiser les rafles, en prenant à revers les manifestants, d'engager ses troupes dans un sens interdit. Cinq ou six cars ont tenté de remonter la rue Blanche. Ils se sont trouvés immobilisés par le flot de voitures qui la descendait. Pendant un quart d'heure, les agents, obligés d'abandonner leurs matraques, ont dû exercer leurs forces à déplacer les voitures en stationnement sous le regard ironique des habitants du quartier et de nombreux manifestants.

Manifestation silencieuse au Quartier Latin

Le Comité Maurice-Audin, le Comité du Landy et le journal Vérité et Liberté avaient appelé par tract à une manifestation silencieuse ce mercredi 1er novembre, à midi. Le lieu de rassemblement : la place Maubert, près du Quartier Latin. La police était là — quatre ou cinq voitures — qui a tenté, dès le départ, de scinder en deux le groupe des manifestants.

Ceux-ci étaient deux ou trois cents seulement au début ; mais le cortège qui se forma ensuite et remonta le boulevard Saint-Michel jusqu'à Luxembourg, occupait toute la chaussée et les trottoirs. Après une tentative de refoulement par la police, rue de Vaugirard, les manifestants se retrouvaient au Carrefour de l'Odéon où ils arrêtaient la circulation. La police intervenait alors pour débloquent l'embouteillage et « embarquait » un certain nombre de manifestants qui tentaient de résister par la non-violence.

Une bombe au plastic, qui avait éclaté place Maubert quelques instants après le départ du cortège, faisait deux blessés parmi les passants.

En Algérie :

Les mots d'ordre FLN ont été suivis

A l'heure où nous mettons sous presse, nous n'avons encore que des informations sommaires sur les événements de la journée du 1er novembre en Algérie.

Le nombre des victimes, selon les premières estimations officielles, s'élève à 76 morts algériens et plus de 160 blessés. Les incidents les plus graves semblent avoir eu lieu dans les agglomérations de moyenne importance et non dans les grandes cités.

Il est trop tôt pour apprécier exactement les manifestations organisées par le FLN. Il est cependant possible d'affirmer dès aujourd'hui qu'elles ont eu le caractère qu'avaient souhaité ceux qui en avaient donné le mot d'ordre.

Elles ont attesté une fois de plus l'autorité du FLN et du G.P.R.A. sur les masses algériennes. Celles-ci, non seulement ont répondu à l'appel comme elles l'avaient fait en d'autres occasions, — au mois de décembre 1960 ou en juillet 61 —, mais encore elles ont observé, avec la plus grande discipline, les consignes données. Il apparaît que l'organisation clandestine est en mesure de tenir en mains les foules qu'elle appelle à manifester.

On doit également remarquer que, pour la première fois, aux cris de « Vive le FLN », se sont mêlés des slogans sur la coopération avec la France et avec les Européens d'Algérie.

Un document C. F. T. C.

Face au racisme

L'Union régionale parisienne des syndicats C.F.T.C. vient d'adresser à tous ses militants un document important définissant son attitude « face au racisme ».

Cette prise de position s'insère dans le cadre général d'une définition de l'action politique de la centrale de la rue Montholon sur tous les problèmes essentiels.

Elle est publiée au moment où les Pouvoirs publics — avec la complicité agissante de la grande presse — organisent systématiquement rafles et ratisages dans les quartiers populaires où la « chasse au faciès » est publiquement admise, où les détentions prolongées sans garanties judiciaires sont, comme les brutalités, la règle, où des « inconnus de type nord-africain » sont retirés de la Seine...

« Face au racisme » ne se veut pas seulement une simple manifestation de solidarité. Il tend à être un élément de prise de conscience. Dans la situation actuelle des forces populaires en France, ce texte prend — croyons-nous — une importance capitale.

Nous ne pouvons, faute de place, le publier in extenso, mais nous en donnons ci-dessous l'essentiel, en de larges extraits.

DEPUIS des mois, la France vit sous le régime des « décisions présidentielles », donc dans une « dictature légale ».

... Même si le Président renonce à l'article 16, le Parlement ne peut plus exprimer valablement la volonté politique du pays, ni exercer son contrôle sur le pouvoir.

Les corps intermédiaires (syndicats, groupements d'intérêts, etc.) n'ont plus guère de recours que dans l'action directe, elle-même rendue très difficile par la mise en condition de l'opinion et une répression anti-ouvrière permanente.

... Cependant, la faction d'extrême-droite qui ne pardonne pas au Général d'avoir renoncé à faire « l'Algérie française », multiplie les meurtres et les tentatives de meurtres et fait peser sur le régime la menace permanente d'une intervention de la force armée...

LA RESPONSABILITE DES MILITANTS SYNDICAUX PLUS LUCIDES QUE LES MASSES CONSISTE DONC :

— à faire prendre conscience à tous les travailleurs des périls qu'ils encourent,

— à préparer la riposte populaire à un coup de force qui apparaît de plus en plus probable :

- techniquement d'abord, en mettant au point, secteur par secteur, avec tous ceux qui sont susceptibles d'y participer, la grève générale ;
- psychologiquement, en prévenant les travailleurs que la prise du pouvoir par l'armée et les ultras se camouflerait, dès les premières heures, en effort de « union nationale », pour déjouer un « complot communiste » ou « prévenir des désordres » ;

— à préparer un renouveau démocratique en France, en augmentant par l'information et l'éducation civique, la capacité politique des travailleurs.

La situation parisienne est caractérisée par :

- une aggravation du terrorisme,
- une aggravation de la répression policière,
- une réaction anti-algérienne dans la population.

... Réprouvant le recours aux armes et au meurtre, pour résoudre les conflits dans une société, nous ne confondons pas cependant les deux sortes d'attentats :

- ceux commis par un peuple privé, depuis plus d'un siècle, de tout moyen légal d'expression et n'ayant pas d'autre recours pour faire reconnaître sa personnalité et obtenir une décolonisation promise solennellement à plusieurs reprises,
- ceux de citoyens français jouissant

de tous les moyens d'expression normaux en démocratie et dont la France s'est toujours engagée à sauvegarder la sécurité, le travail, les conditions de vie et les biens, dans la mesure où ils ne sont pas exorbitants.

LA TACHE DES SYNDICALISTES RESTE DONC D'OBTENIR UNE POLITIQUE ALGERIENNE COHERENTE QUI DONNANT ENFIN AUX ALGERIENS, L'INDEPENDANCE, ET AUX FRANÇAIS D'ALGERIE DES GARANTIES, METTE FIN AUX DEUX SERIES D'ATTENTATS.

Aucune répression, si féroce soit-elle, n'atteindra ce but.

Or, la répression policière consécutive à cette recrudescence d'attentats :

- vise presque uniquement les activités F.L.N., à l'exclusion des plastiqueurs, qui n'ont jamais été sérieusement inquiétés,

- recourt à des méthodes inadmissibles à l'égard des travailleurs algériens : rafles d'après le faciès, ratisage des seuls quartiers populaires, détention sans aucun contrôle et sans garanties pour des durées indéterminées, tortures par les harkis.

Ces méthodes ne sont pas seulement scandaleuses. Introduites dans une société, elles y deviennent vite une habitude pour ceux qui les utilisent et pour ceux qui acceptent qu'elles soient pratiquées en leur nom.

La perversion morale qui en résulte gagne fatalement l'ensemble du corps social et conduit à l'instauration d'un Etat fasciste qui ne se caractérise pas seulement par l'existence d'un pouvoir central dictatorial mais surtout par la disparition des garanties individuelles auxquelles tout citoyen a un droit imprescriptible.

ACCEPTER AUJOURD'HUI QUE DES ALGERIENS SOIENT MALTRAITES ACCEPTER SEULEMENT QU'ILS SOIENT ARRETES ET DETENUS SANS AUCUN CHEF D'INCULPATION PERSONNEL, SANS GARANTIES ET SANS AUCUN RECOURS, C'EST PREPARER ET ACCEPTER LE MEME SORT, DEMAIN, POUR D'AUTRES CITOYENS ET, SPECIALEMENT, POUR LES MILITANTS OUVRIERS.

C'est donc un devoir grave, pour les militants syndicalistes, d'informer avec précision et objectivité leurs organisations, et à travers elles l'U.R.P. et la Confédération, de tous les abus dont ils sont témoins, et d'apporter aux travailleurs nord-africains, dont ils sont les camarades de travail, la solidarité agissante des syndicalistes C.F.T.C., quelque risque qu'ils puissent, de ce fait, encourir.

LA S.F.I.O. A-T-ELLE SON PLAN ALGERIEN ?

Le journal La Nouvelle République de Tours est instructif à lire. On peut y trouver souvent la prose de M.M. Rémy-Roure, Jacques Gascuel, Marcel Edmond Naegelen, — l'homme qui a élevé le truquage électoral en Algérie à la hauteur d'un système —, et aussi celle de M. Jean Meunier qui fut un jour nanti d'un demi maroquin plus ou moins non réclamé.

Ce dernier personnage n'a pu résister à donner aux populations la solution qui paraît être la sienne, — à moins qu'il n'exprime les idées de M. Guy Mollet, son maître à penser.

M. Jean Meunier, dans La Nouvelle République du 21 octobre déclare gravement :

« On se trompe, — aujourd'hui plus qu'hier — quand on attend la paix uniquement d'un accord bilatéral entre de Gaulle et les chefs rebelles. Il n'y a pas deux parties en présence mais trois ».

Jusqu'à ce passage, nous sommes bien d'accord en ce sens que le 3e partenaire : l'O.A.S. c'est de Gaulle qui l'a fabriqué depuis 1958. Mais le plus savoureux, c'est la suite :

« Pour aboutir, il faudrait donc un arrangement qui ait à la fois l'agrément du gouvernement, du G.P.R.A. et de tout ce qui suit plus ou moins l'O.A.S. ».

Et voilà.

A quand une Table Ronde ? Il est vrai que, si la solution n'apparaît pas

tellement facilitée par l'existence de l'O.A.S. (ces bons Français que M. Naegelen avait si bien protégés du temps de son proconsulat algérois) le « partage », cette solution qui recèle la guerre perpétuelle en Algérie, semble plaire au socialiste Jean Meunier.

Deux Algéries, dit-il. « L'une, liée à la France et protégée par elle, abritant les Européens et les Musulmans qui le voudraient, — l'autre, permettant aux chefs du G.P.R.A. de satisfaire leur appétit de puissance et aux nationalistes arabes de créer un Etat islamique indépendant... »

Enfin, l'honorable ex-député — mais toujours socialiste ! — conclut en estimant que ce serait là la seule tentative permettant de « donner aux trois parties en présence le maximum de satisfaction... »

M. Jean Meunier, spécialiste, est peut-être candidat au ministère de l'Intérieur de la République d'Oran, au drapeau frappé du sigle O.A.S. ?

Après tout, pourquoi pas ? La Nouvelle République de Tours — du 27 octobre — ne dit-elle pas que les mesures prises par les Espagnols à l'encontre d'Ortiz et de Lagailarde avaient satisfait l'entourage de Salan. Pourquoi ? Les groupes d'Ortiz et Lagailarde avaient décidé de reconnaître comme seul chef Argoud, parce qu'ils « considéraient comme suspects certains contacts que Salan aurait pris, notamment avec le parti socialiste ».

Naturellement, nous ne faisons que citer notre honorable confrère

Contre le fascisme et la prolongation

Appel commun antifasciste dans la Meurthe-et-Moselle

La situation s'est aggravée, les problèmes essentiels restent entiers », déclarent notamment dans un appel commun plusieurs organisations de Meurthe-et-Moselle. « Il n'y a plus d'institutions républicaines, mais un président qui dispose pratiquement de tous les pouvoirs... Alors que l'O.A.S. prépare ouvertement un nouveau coup de force, que la guerre civile menace autant, sinon plus qu'en 1958, les seules rigueurs du pouvoir s'exercent contre les forces démocratiques. »

Après avoir dit que « comme en avril dernier, c'est le peuple de France qui doit lui-même agir », les organisations signataires, unies au sein du Comité républicain antifasciste pour la paix en Algérie, demandent :

— la paix en Algérie par la négociation ;

— la poursuite et l'arrestation des factieux, la liquidation totale du complot fasciste ;

— le rétablissement de toutes les libertés démocratiques.

Les organisations soussignées appellent leurs militants et tous les démocrates du département à faire connaître à toute la population les exigences du comité départemental ; à contribuer à la mobilisation des masses républicaines pour que ces exigences soient satisfaites.

Les 25 organisations signataires sont : Association générale des étudiants de Nancy, Association républicaine des anciens combattants, Amis de Témoignage Chrétien, Comité Maurice-Audin, la G.G.T., Étudiants Socialistes Unifiés, Fédération de l'Education nationale, Fédération nationale des internés résistants et patriotes, Fédération nationale des anciens d'Algérie, Jeunesse Socialiste Unifiée, Ligue des Droits de l'Homme, Libre Pensée, Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, le Parti communiste, le Parti radical-socialiste, le Parti S.F.I.O., le P.S.U., Syndicat général de l'Education nationale (C.F.T.C.), Syndicat national de l'enseignement secondaire, Syndicat national de l'enseignement supérieur (lettres et sciences), Syndicat national de l'enseignement technique, Tourisme et Travail, Union des Étudiants Communistes, Union de la Jeunesse Communiste, Union des Juifs pour la résistance et l'entraide.

22 organisations du Rhône : solidarité avec les Algériens

VINGT-DEUX organisations lyonnaises, dont la Ligue des Droits de l'Homme, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste Unifié, la Fédération des œuvres laïques, les Unions départementales C.G.T. et C.F.T.C., la Fédération de l'Education nationale, l'Association générale des Étudiants, ont lancé en commun un appel à la population.

Ce texte déclare notamment : « Alors que nous entrons dans la huitième année de guerre, nous appelons la population à montrer sa réprobation en face de toute manifestation de racisme et à exprimer sa solidarité avec les travailleurs algériens contre la répression policière. Nous appelons aussi à exiger avec toujours plus de force la reprise de véritables négociations avec le G.P.R.A... »

Meeting à St-Brieuc

LES habitants de St-Brieuc réunis le 23 octobre à l'appel du Comité de Vigilance antifasciste :

— affirment leur volonté de s'opposer par tous les moyens à un éventuel coup de force fasciste et réclament dès maintenant une action énergique contre les plâtres de l'O.A.S.,

— demandent la reprise immédiate des négociations avec le G.P.R.A., dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Algérie.

— souhaitent que les organisations syndicales et politiques attachées à la démocratie s'unissent sans exclusive pour constituer la force de remplacement capable de s'opposer à l'aventure fasciste et de préparer une République renouée, axée vers le progrès social.

— s'estiment en état d'alerte, et se déclarent prêts à répondre à tout moment à l'appel du comité de vigilance antifasciste.

Organisations responsables : Action Travailiste, P.C., P.S.U., L.D.H., C.F.T.C., C.G.T., F.E.N. S.N.I.

La S.F.I.O., fidèle à sa politique de confusion, a préféré s'abstenir de se mêler aux organisations populaires précitées. Elle a publié un communiqué où elle appelle au « regroupement des forces démocratiques », dont elle exclut ce qu'elle qualifie de « partis communiste et apparentés ».

Question écrite de

Claude Bourdet au

Conseil Municipal de Paris

DES témoignages nombreux et concordants, qu'il serait judicieux d'examiner sérieusement plutôt que de les récuser en bloc, affirment que les manifestations des Algériens à Paris, la semaine dernière, étaient à l'origine tout à fait pacifiques et que la répression policière a été de nouveau particulièrement cruelle. Comme ces manifestations étaient elles-mêmes une protestation contre le climat de terreur imposé par la répression à la population algérienne à la suite d'attentats eux-mêmes largement causés par la répression, il est à craindre que cette façon de procéder, outre ce qu'elle a d'inadmissible dans un pays civilisé, ne réduise encore davantage la population algérienne de la région parisienne au désespoir, ne la détourne encore plus du recours aux méthodes politiques et pacifiques pour tenter d'améliorer son sort, et ne relance avec une violence accrue l'engrenage du terrorisme et de la répression. On en viendra ainsi à créer un fossé de crainte et de haine entre la population parisienne et les Algériens, facilitant les menées des éléments factieux et risquant de compliquer gravement toute politique gouvernementale de négociation en Algérie.

Devant l'échec visible d'une politique de répression à outrance, qui n'a nullement atteint ses objectifs avoués, et qui est par contre en grande partie responsable des morts et des souffrances, tant parmi la police elle-même qu'au sein de la population algérienne, M. Claude Bourdet, conseiller municipal, demande à M. le Préfet de police s'il ne serait pas temps, plutôt que de chercher à arracher par la terreur les Algériens de la région parisienne à l'influence d'une organisation nationaliste (à laquelle ils paraissent de plus en plus attachés, et qui est, d'autre part, le partenaire du gouvernement français dans les pourparlers de paix), de chercher au contraire à légaliser l'action politique des Algériens, de les laisser exposer librement leurs griefs sans crainte de représailles, et d'éviter qu'ils ne recourent au terrorisme, qui est ici, comme ailleurs, et aujourd'hui comme toujours, l'aboutissement inévitable du désespoir.

L'auteur de la présente question aimerait qu'il soit répondu franchement à celle-ci. Il la pose dans l'intérêt de tous, celui des autorités et de la police, comme celui de la population française et algérienne. Il espère que l'on ne se contentera pas, comme par le passé, de répliquer que les méthodes utilisées sont les plus indiquées et qu'en fait, les difficultés ne proviennent que des élus et des journalistes qui n'approuvent pas ces méthodes.

Un lycée de Dieppe

Quatre-vingt-dix membres du personnel du Lycée Jehan Ango, à Dieppe, ont signé la motion suivante déposée à la sous-Préfecture le 26 octobre 1961 :

Le personnel du Lycée Jehan Ango, à Dieppe, devant les protestations des Algériens de la région parisienne en face des mesures prises à leur encontre par le gouvernement :

— Considère que les exigences du maintien de l'ordre public, de la protection des services de police, ne sauraient, en aucun cas, justifier que des atteintes aussi graves soient portées à la personne humaine et aux libertés les plus élémentaires.

— Réaffirme que seuls l'ouverture et l'aboutissement des négociations avec le G.P.R.A. peuvent mettre fin à des situations aussi tragiques.

La Ligue Française

de l'Enseignement

LA Ligue Française de l'Enseignement profondément persuadée que le respect de la personne humaine doit être la base même de toute éducation et de toute vie sociale, dénonce la discrimination dont sont victimes en France les travailleurs algériens.

Fidèle à son idéal laïque elle confirme une fois de plus son hostilité à toute ségrégation, que ce soit celle des catholiques dans les écoles, des juifs dans les ghettos, ou des musulmans dans le pays.

Fidèle à son idéal humain, elle condamne les brutalités et les violences d'où qu'elles viennent qui témoignent d'un mépris total pour les principes de justice et de fraternité qui inspirent toute son action culturelle et sociale. Elle s'élève à nouveau contre toutes les tortures physiques et morales qui brisent la personnalité de ceux qui en sont victimes et avilissent ceux qui s'en rendent coupables.

Le lycée mixte

du boulevard Soult

INFORMES des menaces signées O.A.S. contre leur camarade Gaucheron, professeur au lycée Marcel Roby, menaces qui ont reçu un commencement d'exécution ;

Fidèles à la position constante du S.N.E.S., qui condamne les violences et les injustices d'où qu'elles viennent ;

Informés des violences auxquelles se sont livrés des éléments de la police contre les manifestants algériens, désarmés, violences suivies d'une répression massive, ordonnée en Conseil des ministres, alors que des travailleurs et leurs familles défilaient pacifiquement pour défendre leurs revendications ;

Déjà informés depuis des années d'actes collectifs de génocide et de l'emploi généralisé de la torture dont se rendent coupables certains éléments de l'armée et de la police, encouragés par le silence et la passivité du pouvoir,

Les syndiqués de la section S.N.E.S. du lycée mixte du boulevard Soult, réunis en assemblée le 20 octobre 1961 :

— assurent leur camarade Gaucheron, ainsi que les enseignants menacés et plastiqués par les ultras d'Algérie, de leur entière solidarité ;

— exigent que des mesures de protection efficaces soient prises à leur égard ;

— considèrent que ces menaces, ces attentats, ces répressions brutales illustrent le danger grandissant du fascisme, que le pouvoir gaulliste, né lui-même du coup de force anti-démocratique, laisse se développer en Algérie et en Métropole, à la fois par un refus d'étouffer le foyer de la rébellion ultra en menant à bien des négociations de paix avec les représentants du G.P.R.A., et par sa complaisance à l'égard des factieux ;

— ils appellent leurs collègues à prendre dans leurs établissements la tête de l'action contre le fascisme et pour la paix en Algérie, dans l'union la plus large, en liaison avec les sous-sections et sections locales de la F.E.N. et avec l'ensemble des organisations démocratiques sur le plan local, sans exclusive. Ils leurs demandent également d'être prêts à répondre aux mots d'ordre qui leur seraient donnés par leurs directions syndicales.

Motion adoptée à l'unanimité moins une voix. La section rassemble une centaine de professeurs et de surveillants sur un total de 150.

Le groupe technique

Paul Doumer au Perreux

Les organisations syndicales groupant les personnels du Groupe Technique Paul Doumer, au Perreux, nous communiquent la protestation qu'elles ont adressée au ministre de l'Education nationale, le 25 octobre dernier :

Nous avons l'honneur de vous faire part de l'émotion indignée que tout le personnel a ressentie en apprenant l'arrestation par la police d'un membre de notre Ecole. Cette arrestation fut opérée dans des conditions scandaleuses et n'est fondée que sur le seul fait que notre camarade est d'origine algérienne.

Malmené, frappé au ventre, à la poitrine, aux jambes sans aucune raison, notre camarade a été parqué pendant deux jours, sans aucun soin, à la Porte de Versailles. Il est actuellement alité.

Nous avons décidé de manifester activement notre solidarité envers ce camarade, mais nous savons que son cas n'est pas isolé.

Convaincus que de tels agissements portent gravement atteinte à l'honneur de notre pays et risquent de compromettre irrémédiablement les relations futures entre le peuple français et le peuple algérien, nous demandons :

— Que soient levées toutes les mesures discriminatoires prises à l'égard des travailleurs algériens (et en particulier le couvre-feu).

— Que soient sanctionnés les coupables de telles brutalités policières.

— Que soit mis fin à la guerre d'Algérie, génératrice de racisme et de fascisme, par la négociation avec le G.P.R.A.

Nous vous demandons enfin, Monsieur le Ministre, d'user de votre haute autorité pour que soit assurée une protection efficace de tous vos personnels, quelle que

soit leur origine, contre toute atteinte à leur dignité et à leur liberté.

Section C.G.T. du C.E.T.
Section C.G.T.F.O. du C.E.T.
Section S.N.E.T. du Lycée
Section C.F.T.C. et S.G.E.N.
des deux établissements

Meeting Partis-Syndicats à Mâcon

LES Partis, syndicats et organisations soussignées, réunis à Mâcon le 21 octobre 1961 :

Considérant l'urgence de rouvrir les négociations afin de rétablir la paix en Algérie par la libre autodétermination de tout le peuple algérien, sur l'ensemble de son territoire,

— Dénoncent les mesures discriminatoires et racistes et les brutalités policières pratiquées par le gouvernement à l'égard des travailleurs algériens et de leurs familles en France, alors que les comploteurs bénéficiant de la complaisance et de l'impunité, continuent à s'infiltrer dans tous les rouages de l'Etat,

— Considèrent que l'union sans exclusive de toutes les forces républicaines et démocrates est seule capable de barrer la route au fascisme,

— Se déclarent résolues à rassembler toutes leurs forces et à agir par tous les moyens, y compris la grève générale, pour empêcher toute nouvelle tentative des comploteurs fascistes,

— Constatent la faillite complète du régime de pouvoir personnel et de ses institutions,

— Estiment qu'il n'est d'autre solution que la dissolution du Parlement actuel et l'élection, avec un mode de scrutin assurant une juste représentation de l'opinion du pays, d'une Assemblée Nationale, chargée d'élaborer une Constitution véritablement démocratique et garantissant la laïcité de l'école et de l'Etat.

Les soussignées s'engagent à maintenir entre eux d'étroits contacts et échanges de vue, afin de contribuer à unir et à rassembler tous les républicains et tous les démocrates sur un programme commun à tous.

Dans ce but, ils décident d'organiser un débat public à Mâcon le mercredi 15 novembre à 18 h. 30, salles 1 et 2, rue Gambetta.

Parti Communiste Français
Parti Socialiste Unifié
S.N.I. - C.G.T. - F.E.N.
Ligue des Droits de l'Homme

Le Comité de Vigilance des Juristes républicains

Le Préambule de la Constitution de 1946, qui est toujours en vigueur, proclame solennellement « que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés ».

Le Comité de Vigilance des Juristes Républicains :

— proteste avec véhémence contre les mesures de discrimination qui frappent sur le sol français la masse de la population algérienne ;

— s'indigne de la répression sanglante de manifestations pacifiques, des sévices dont les Algériens sont victimes, des conditions scandaleuses de leur séquestration ;

— constate que telle est la situation créée par une législation d'exception sans cesse aggravée qui a instauré l'arbitraire et qui bafoue les droits élémentaires de la personne humaine.

(Le Comité de Vigilance des Juristes Républicains groupe des avocats du P.S.U., du P.C.F., radicaux, et un grand nombre d'avocats de gauche non adhérents à un parti politique).

Le Cercle Bernard Lazare

Paris vient d'être le témoin de manifestations de rues par lesquelles les Algériens de la capitale et de la banlieue ont voulu exprimer leur protestation contre les mesures arbitraires prises à leur encontre.

Le couvre-feu, la chasse aux faciès, les autobus bondés de musulmans, dirigés vers le Palais des Sports et autres centres similaires, tout cela évoque des souvenirs pénibles et soulève la réprobation de tous les Français qui s'opposent à toute mesure de discrimination raciale.

Le Cercle Bernard Lazare ne croit pas que ces mesures puissent remédier à la crise profonde que traverse notre pays. La seule solution reste la restauration aussi rapide que possible de la paix en Algérie, sur la base de négociations loyales assurant la sécurité de toutes les communautés intéressées.

de la guerre

La Ligue

des Droits de l'Homme

LA Ligue des Droits de l'Homme renouvelle la protestation qu'elle a élevée contre le caractère racial des mesures prises à l'encontre des manifestants algériens à Paris, contre la violence de la répression quand la manifestation gardait un caractère pacifique, et contre les sévices dont ont été l'objet des détenus.

Si, dans le feu d'une bataille, certaines brutalités des forces de police sont, non pas justifiées, mais explicables, aucune excuse ne saurait être invoquée quand la violence s'exerce à froid et que sont frappés des détenus désarmés et qui, dans la position des bras levés, sont incapables de faire aucun geste. Elle s'émue des déplorables conditions d'hygiène et de l'inconfort des locaux où ont été enfermés des milliers d'Algériens.

La L.D.H. s'élève contre la prolongation de leur détention, alors qu'aucun délit n'a été retenu, et demande leur libération immédiate.

Elle regrette que la police ait interdit aux journalistes l'accès des lieux de détention ; une telle enquête, impartialement conduite, n'aurait pu avoir que des effets utiles.

La Ligue des Droits de l'Homme constate que le gouvernement, par les traitements qu'il inflige aux Algériens dans la Métropole, contredit la volonté de négociation qu'il affirme, et risque de la rendre inopérante alors que, dans son immense majorité, le pays réclame la paix.

Le Comité de Vigilance

Antifasciste

d'Erment-Eaubonne

LE Comité de Vigilance Antifasciste d'Erment-Eaubonne composé de membres des :

Parti Communiste Français, Parti Socialiste Unifié, Syndicats CGT ; CGT-FO ; CFTC, Fédération de l'Éducation Nationale (FEN), Syndicat National des Instituteurs (SNI), Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), Mouvement de la Paix, Fédération Nationale des Déportés Internés, Résistants et Patriotes (FNDRP), Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme

Considérant

— la dégradation de la guerre d'Algérie, — les mesures de ségrégation raciale prises à Paris et en banlieue, les manifestations algériennes qui en ont résulté et les sanctions inadmissibles prises pour les réprimer,

— les faiblesses suspectes du gouvernement de dictature personnelle devant les menées et attentats des factieux,

— le malaise social et le danger fasciste, se réjouit de constater la volonté croissante des organisations démocratiques de s'opposer à la politique antisociale du gouvernement personnel

réclame la reprise urgente de négociations décisives pour une paix rapide en Algérie.

Souhaite que toutes les organisations et personnes attachées aux libertés démocratiques et à la paix s'unissent pour s'opposer par tous les moyens, y compris la grève générale, à tout coup de force fasciste.

Le Comité de Vigilance Antifasciste a d'autre part étudié une série de moyens pratiques d'actions auxquelles il invitera la population à participer le cas échéant.

L'Union des Syndicats

Force-Ouvrière

de la région parisienne

LE Comité Général de l'Union des Syndicats Confédérés Force-Ouvrière de la R. P., réuni le 28 octobre, exige des Pouvoirs publics des sanctions exemplaires contre les responsables des organisations factieuses et réaffirme sa volonté de barrer la route à ces organisations terroristes.

Il proteste de toutes ses forces contre toutes les violences d'où qu'elles viennent, quels qu'en soient les instigateurs et les auteurs.

Il s'élève contre les méthodes racistes du gouvernement Debré et contre les sévices nombreux dont ont été victimes les travailleurs algériens manifestant pacifiquement contre le couvre-feu qui leur a été imposé.

Il se prononce à nouveau pour des négociations entre le gouvernement français et le G.P.R.A. permettant, dans la paix retrouvée, de garantir les droits des minorités et de sauvegarder l'amitié et la coopération nécessaires entre les deux peuples.

A l'occasion de l'anniversaire de la

sauvage répression de la lutte du peuple hongrois pour sa liberté et son indépendance, le Comité Général salue avec émotion la mémoire des victimes des libérateurs soviétiques.

Par ailleurs, il s'élève contre les arrestations arbitraires des syndicalistes espagnols et exige leur libération.

La Fédération C.F.T.C.

des Industries Chimiques

Le Bureau Fédéral réuni à Bierville les 20, 21 et 22 octobre a adopté le texte suivant :

LA guerre d'Algérie entre dans la huitième année et ses conséquences deviennent chaque jour plus tragiques.

Le gouvernement français répond par une répression sauvage et raciste aux manifestations légitimes des Algériens contre les mesures discriminatoires prises à leur encontre, en particulier : interdiction de circuler entre 20 h. 30 et 5 h. 30, chasse aux faciès, etc...

Le Bureau Fédéral proteste avec indignation contre des méthodes qui révèlent le vrai visage du régime qui attend les Français, s'ils ne savent agir pour mettre un terme à la politique désastreuse du Président de la République et du gouvernement.

Le Bureau Fédéral se déclare solidaire des Travailleurs algériens et de tous les peuples qui luttent pour la liberté.

Le Bureau fédéral appelle les Travailleurs à renforcer les organisations syndicales et à agir avec elles pour la fin de la guerre et de la répression, pour la mise à la raison immédiate des factieux de l'O.A.S., pour la négociation avec le G.P.R.A. afin d'apporter au conflit algérien une solution juste et démocratique.

Informée des conditions dans lesquelles sont traités les Algériens arrêtés, la Fédération des Industries Chimiques C.F.T.C. dénonce le comportement ignoble de la police et des responsables de l'ordre public et appelle ses militants à manifester contre des procédés semblables à ceux de la Gestapo pendant la guerre de 1939-1945, notamment contre les Israélites.

L'Atelier

de construction de Rueil

LA guerre d'Algérie entre dans sa huitième année.

Depuis l'avènement du pouvoir présidentiel, plusieurs émeutes et coups de force contre la République ont eu lieu. Depuis plusieurs mois aussi nous assistons, non sans nous élever, à des attentats dirigés contre des démocrates, des organes et des groupements démocratiques. Depuis plusieurs mois, encore, nous réclamons le châtiement des généraux félons, des chefs et des exécutants de l'O.A.S. sans obtenir de résultats positifs.

Tout cela risque de mener directement à un régime fasciste.

C'est pourquoi, prenant conscience des conséquences fâcheuses que peut avoir une telle situation, les personnels de l'usine de Rueil se dressent et sauront prendre les mesures qui s'imposent.

C'est aussi dans ce sens, car ils considèrent ces faits comme faisant partie d'un tout inséparable, que les personnels de l'usine de Rueil, et en premier lieu le Comité anti-fasciste, élèvent une vive protestation en ce qui concerne les répressions dirigées contre les travailleurs algériens et leurs familles résidant en France, considérant que la France tout entière perd sa dignité, déjà tant compromise aux yeux de tous les peuples du Monde.

C'est pourquoi, les ouvrières, les ouvriers, les employés et cadres de l'usine de Rueil (Atelier de construction de Putteaux), prenant conscience que dans la conjoncture actuelle des choses, leur sort est directement lié à celui des Algériens, exigent dans leur grande majorité :

— la cessation immédiate des opérations policières à l'encontre des travailleurs algériens,

— la libération de tous les emprisonnés,

— la réintégration de tous les ouvriers dans leurs emplois respectifs,

— la suppression des camps d'internement,

— la réouverture des négociations entre le gouvernement français et les représentants du G.P.R.A. sur la base de la libre autodétermination et le respect de l'intégrité du territoire algérien,

— le châtiement des généraux félons et ce à la mesure du crime commis et non la sollicitude dont ils font l'objet de la part du gouvernement par l'intermédiaire de certains hauts fonctionnaires,

— la mise hors d'état de nuire des plastiques et de ceux qui les y autorisent, tant dans le domaine civil que militaire,

— l'épuration de la police.

Nous soulignons une seconde fois, que le personnel de l'usine de Rueil saura prendre, dans quelque circonstance que ce soit, les mesures qui s'imposeront.



(Elie Kagan)
Dans la cour de la Sorbonne, étudiants et professeurs, Africains et Français manifestent leur solidarité avec le Peuple Algérien.

Déclaration de l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens et des Étudiants du Parti Socialiste Unifié

LA guerre d'Algérie dure depuis 7 ans : — Sept ans qui ont vu l'élargissement de la lutte à tout un peuple, et l'approfondissement d'un combat tourné tout entier vers la liberté, la justice sociale et la promotion collective de millions d'Algériens opprimés et humiliés par le colonialisme ;

— Sept ans qui ont vu la dégradation progressive de la vie publique française, les atteintes répétées aux libertés syndicales et politiques, la légalisation des mesures arbitraires et des sévices, la fascisation des forces d'un « ordre » qui chancelle.

Ce huitième anniversaire de la Révolution Algérienne est encore plus dramatique que les précédents : la haine raciale se déchaine en Algérie et en France, cependant qu'à Paris même, les mesures discriminatoires, la répression féroce, la terreur policière justifient les manifestations (pacifiques, mais sauvagement réprimées) des travailleurs algériens.

Face à cette situation, il importe d'affirmer hautement la solidarité de nos deux jeunesse.

Cette solidarité se fonde avant tout sur la convergence de nos luttes :

— Les adversaires du peuple algérien sont les mêmes que les adversaires du peuple français dans sa lutte contre un régime dont les deux piliers sont le capitalisme et le colonialisme, dont la seule politique est le maintien de ses privilèges sur l'ensemble de l'Algérie.

— Le peuple algérien, en réclamant son droit à la liberté et à la dignité, ne combat pas les travailleurs français, mais un type de rapports fondés sur l'oppression et l'exploitation de tout un pays au profit de castes étrangères.

— Les travailleurs français, à plusieurs reprises (27 octobre - communiqué U.G.T.A./Centrales ouvrières et étudiant...) ont marqué leur volonté de ne pas être les complices de l'exploitation du peuple algérien, et de voir s'ouvrir une ère nouvelle dans les relations entre la France et l'Algérie.

C'est en affirmant cette solidarité qui devient chaque jour plus effective, au fur et à mesure que se poursuit la fascisation du régime français, que les représentants de l'UNION GENERALE des ETUDIANTS MUSULMANS ALGERIENS et des ETUDIANTS du PARTI SOCIALISTE UNIFIE :

● saluent le courage des manifestants algériens, hommes, femmes, unis pour affirmer leur dignité.

● se félicitent de tous les gestes de solidarité qui sauvegardent l'avenir des travailleurs et des étudiants algériens en France.

● affirment que seuls le retrait des mesures racistes et l'ouverture de négociations fondées sur les principes intangibles suivants :

— l'unité et l'intégrité du territoire algérien ;

— la représentativité du G.P.R.A. et la participation effective des cinq ministres algériens détenus en France aux négociations ;

— le droit pour le peuple algérien de gérer son pays comme il l'entend et d'y procéder à toutes les réformes de structures qu'il juge utiles, sans que soit imposée une quelconque « coopération » qui ne serait qu'un colonialisme déguisé ;

peuvent ramener l'apaisement et permettre l'instauration de rapports fraternels, assurant les garanties d'ordre personnel aux minorités, rapports dont les milliers d'ouvriers algériens en France sont le gage.

● déclarent vouloir traduire, dans les formes et par les moyens qui leur sont propres, cette solidarité dans la lutte.

● exigent que les libertés d'organisation, de défense syndicale, d'expression et de réunion soient rendues aux travailleurs algériens et que soient rapportées les mesures racistes.

● appellent en ce 1^{er} novembre, huitième anniversaire de la Révolution algérienne, les forces démocratiques françaises à s'unir et à affirmer concrètement leur solidarité avec la lutte du peuple algérien.

Cette déclaration commune veut faire connaître à l'opinion publique qu'au-delà des guerres qui ensanglantent et affaiblissent les nations, les peuples, et parmi eux la jeunesse française et la jeunesse algérienne, s'emploient dès aujourd'hui à préparer un avenir de coopération et de sympathie mutuelle, un avenir de luttes communes.

L'aménagement de

L'implantation d'une nouvelle usine Citroën à six kilomètres de Rennes s'inscrit dans le plan de décentralisation et d'aménagement du territoire amorcé depuis 1955 sur l'initiative du C.E.L.I.B. (Comité d'Études et de Liaisons des Intérêts Bretons) présidé par René Pleven. Cette réalisation en voie d'achèvement va permettre de créer 6.000 emplois nouveaux d'ici 1965. C'est dire qu'elle n'est pas sans poser de multiples problèmes.

Plutôt que de s'opposer « a priori » aux expériences en cours, P. Bourges cherche les voies d'une planification régionale effectuée démocratiquement par les masses populaires. Cette voie, elle passe par la formation, à l'échelon régional, du Front Socialiste que préconise notre parti. Il faut unir et faire agir tous ceux qui sont concernés par ces problèmes vitaux : élus dynamiques, responsables syndicaux ouvriers et paysans, animateurs de mouvements de jeunesse, etc...

Après l'étude que nous avons publiée sur l'aménagement du Bas-Rhône - Languedoc, nous versions une nouvelle pièce au dossier de l'aménagement régional (1). Puisse-t-elle susciter de nombreuses réflexions de la part de nos lecteurs.

QUAND on pense à la Bretagne, en général, on pense : « Mer, navigation, tourisme, primeurs », ou bien encore, pauvreté agricole, retard social et humain ». Si cette division traditionnelle de géographie élémentaire (opposition « Armor-Arcoat ») correspond effectivement à une réalité, cette réalité n'est pas aussi tranchée, ni horizontalement (répartition de la richesse des terres), ni verticalement (répartition des activités et des cultures).

La richesse, le dynamisme d'une région, tiennent à plusieurs facteurs au regard desquels la Bretagne se trouve, souvent, sérieusement handicapée.

Les matières premières exploitables y sont rares, les sources d'énergies peu développées. Les capitaux ont toujours eu tendance à fuir une région éloignée du Centre parisien. L'émigration constante des cadres et des éléments les plus dynamiques de la population a créé une psychose d'abandon ou de résignation qui fait souvent juger l'état présent comme impossible à améliorer.

Par contre, on constate que si les réserves énergétiques n'ont pas été jusqu'à présent exploitées sérieusement, elles ne sont pas négligeables et leur exploitation rentable (n'en déplaie à l'E.D.F.). Le projet d'usine Marée Motrice, qui commence à voir le jour, ne sera, nous l'espérons, qu'un premier pas.

La population demeure, malgré quelques points faibles — dans les Côtes-du-Nord en particulier — en expansion constante, tandis que son état sanitaire tend à s'améliorer, au fur et à mesure que l'alcoolisme et la tuberculose régressent.

Si, dans le sens Nord-Sud, les voies de communications sont médiocres, elles sont bien meilleures dans le sens Est-Ouest. Leur convergence vers Rennes fait de cette ville la plaque tournante de la Bretagne.



(A.D.P.)

Juin 1961 : la colère des paysans bretons...

Les entreprises publiques ou semi-publiques (arsenaux Brest-Lorient-Rennes ; ateliers S.N.C.F. de Rennes) occupent une place primordiale dans l'activité industrielle des grandes villes bretonnes.

L'agriculture — pauvre ou riche suivant l'épaisseur de la terre qui la supporte, la météorologie ou la fluctuation des cours — exige une révolution foncière et technique ainsi qu'une organisation rationnelle du marché.

Les jeunes, pour peu qu'ils réfléchissent, ne demanderaient qu'à vivre sur place, à condition d'y être encouragés par une réforme profonde des structures tant économiques que politiques.

Telles sont les principales données du problème. Bien sûr, tout n'est pas aussi tranché, tout n'est pas aussi favorable à une éventuelle et rapide évolution et il convient de toujours compter avec des situations locales non évoluées, un fond de population rurale attaché aux valeurs féodales de chrétienté avec des flots socialistes d'opposition parfois sectaires.

Deux conceptions possibles, des rivalités multiples

Deux conceptions différentes de l'expansion : — Industrialiser les centres urbains ou aménager les campagnes — sont possibles.

Le programme d'expansion économique de la Bretagne, élaboré en 1955 par le CELIB, prévoyait, d'une part, un certain nombre d'installations nouvelles dans des centres industriels à aménager ; d'autre part, une série de mesures tendant à améliorer la production agricole, mais sans trancher véritablement le problème des priorités. En réalité, actuellement, deux tendances s'affrontent.

● Pour les uns, l'aménagement de la Bretagne est d'abord industriel ; il se fera dans les trois centres déjà importants de Rennes, Brest et Lorient. C'est la position officielle du Gouvernement et du Haut-Patronat, celle que M. Jeanneney définissait, le 10 mars 1961, à Rennes, en ces termes :

« ... Il n'est pas de grand développement d'une province sans le développement de la capitale de cette province. La prospérité de Rennes fournira la prospérité à la Bretagne. D'autre part la prospérité industrielle de la Bretagne est la condition de la prospérité agricole, ceci est une leçon de maintes expériences étrangères. »

C'est cette position qui voit un commencement de réalisation.

● Pour les autres, si l'expansion régionale doit prévoir l'équipement des centres (moins grands et plus nombreux que dans la thèse officielle), elle doit, avant tout, se faire au niveau des « pays » (arrondissements), voire des cantons, et avoir pour fondement une réorganisation complète de l'agriculture et des structures locales.

La position de certains hommes politiques en vue et de certains groupements entre ces deux tendances est encore assez mal définie. De nombreuses rivalités influent, en effet, sur le comportement des jeunes forces montantes (gauche M.R.P., Jeunes Agriculteurs, Action

travailleuse, syndicats ouvriers) qui, cependant, penchent plus vers la deuxième tendance, plus humaine parce que tenant mieux compte des réalités de départ, et les gens en place (Conseils généraux, Chambre d'agriculture et de commerce) qui craignent de voir des jeunes militants les supplanter localement, grâce à l'action des comités locaux d'expansion, optent pour la première formule : l'expansion décidée d'en haut, concentrée sur les grands centres, sans modification aucune des structures rurales, ce qui permet d'envisager le maintien du statu-quo politique. La tension traditionnelle Capitalisme-Socialisme demeure pour l'instant sous-jacente, et l'action des partis politiques, du M.R.P. en particulier, est en ce domaine très pragmatique, très liée aux rapports de force locaux.

Assurer une expansion équilibrée

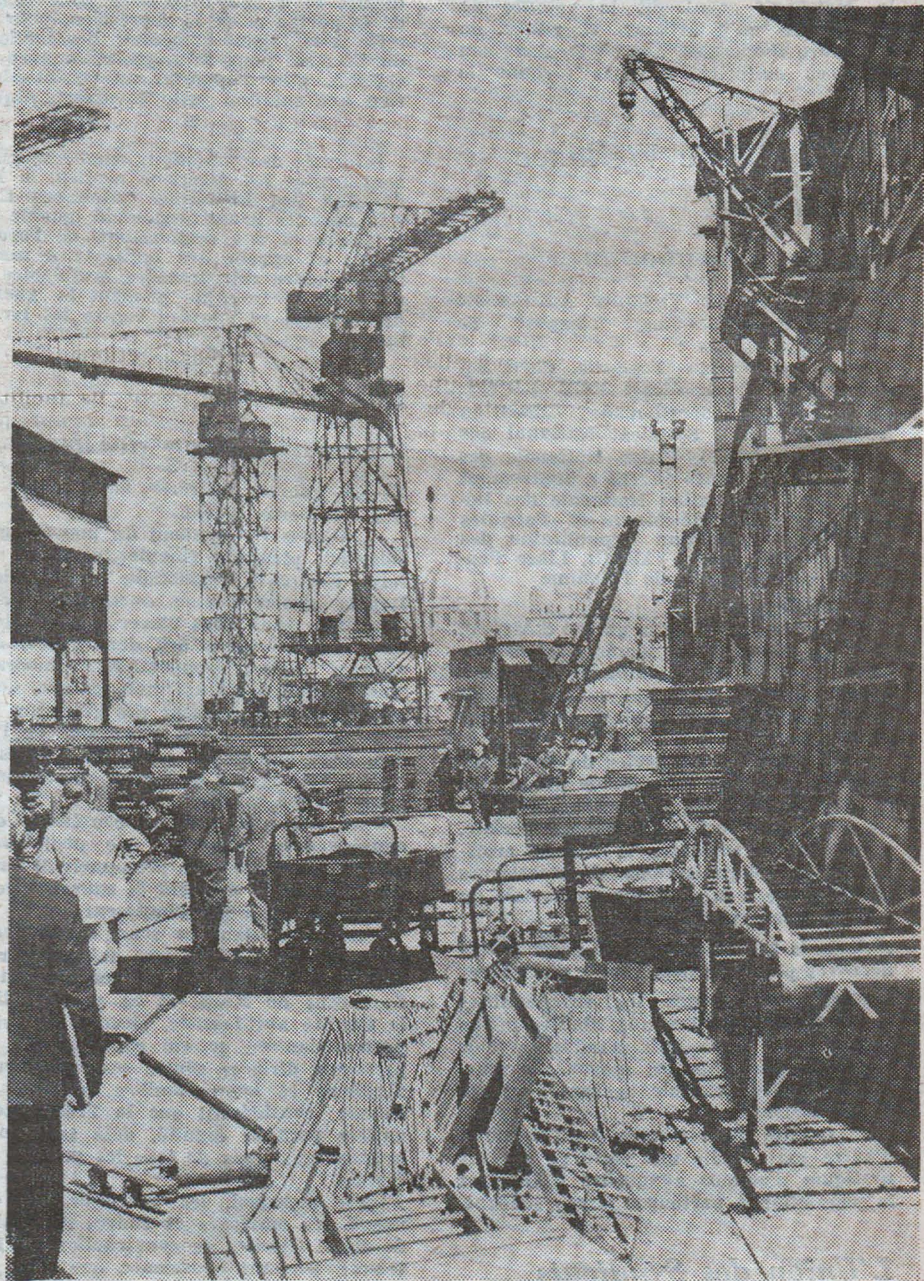
L'expansion rennaise s'inscrit logiquement dans le contexte breton, à la croisée des thèmes centralistes ou non, dans le champ-clos des rivalités économiques et politiques.

La municipalité de Rennes où se sont longtemps affrontés droite tradi-

Actuellement, la situation démographique de la Bretagne, du pays Gallo en particulier, est toujours florissante, mais, l'encombrement du marché du travail — et il le sera encore plus dans cinq ou dix ans — incite les jeunes à quitter une région qui ne peut les nourrir ou les nourrir mal. 50 % des hommes rentrant du service militaire quittent leur commune d'origine dans l'année qui suit leur démobilisation et les filles, sentant peser sur elles la menace du célibat, suivent le mouvement (quand elles ne le précédent pas) dans une proportion peut-être plus élevée. D'autre part, l'avancement des travaux de remembrement contraindra à une reconversion complète de 40 % environ de la population rurale actuelle.

C'est ainsi que le petit centre industriel de Redon, situé à 66 kms au sud de Rennes, dans un secteur agricole pauvre, évalué à 5.000 le nombre des postes de travail d'industrie à créer dans les dix années à venir pour absorber la poussée démographique et les répercussions du remembrement dans les trois cantons qui le joignent (35.000 habitants environ). Cette situation n'est pas spéciale à ce seul petit centre.

On comprend donc aisément devant l'immensité des besoins que, pour maintenir l'expansion rennaise



Les Chantiers de Penhoët.

(A.D.P.)

tionnelle, Centre (MRP) et Gauche (S.F.I.O.) a découvert depuis 1953 la vocation de Rennes en tant que capitale régionale. Maire depuis cette époque, M. Henri Fréville est géographe de profession. De 1953 à 1959, la coalition M.R.P.-S.F.I.O. a permis de jeter les bases d'une politique d'expansion relativement modeste où l'industrialisation n'était pas encore conçue à une vaste échelle, mais tendait simplement à ralentir le mouvement d'émigration.

L'idée première de l'implantation de Citroën correspondait à ce désir d'expansion aisément équilibrée et modérée. Aux 6.000 emplois Citroën, venaient s'ajouter ceux créés par l'installation sur place d'industries satellites. C'était 10 à 15.000 emplois nouveaux dont au départ, la municipalité de Rennes envisageait la création. Mais, à y regarder de près, ce chiffre d'emplois à créer était très loin de couvrir les besoins régionaux.

à un taux modéré, il eût fallu mener à bien simultanément une expansion de même importance dans plusieurs autres centres (Saint-Brieuc, Lannion, Morlaix, Brest, Quimper, Lorient, Vannes, Redon, Loudéac, Pontivy, Saint-Malo, Fougères).

Mais, par manque de coordination et parce que l'expansion économique française (ou la décentralisation) se fait à partir de Paris et n'atteint que progressivement les régions les plus éloignées, l'expansion rennaise a bientôt fait figure de prototype un peu trop solitaire.

Ombres et lumières de l'expérience rennaise

Depuis 1959, la municipalité rennaise étant devenue quasiment M.R.P. homogène, l'évidence de la place à prendre s'est imposée à certains, les

ÉTUDE ET FORMATION POLITIQUE CONDITIONS DE NOTRE EFFICACITÉ

LA Commission Nationale de Formation avait à tenir compte, au cours de ses récents travaux, des appréciations et décisions des sessions de juin et de septembre du Comité Politique National. Le C.P.N. a estimé qu'après s'être fait sa place dans la lutte contre le pouvoir personnel et la démocratie socialiste, après avoir démontré ses capacités d'initiative et d'action, le Parti abordait la deuxième phase de son développement, celle de l'étalement et de l'approfondissement de son influence. Nous avons gagné le droit à l'existence politique, il nous reste encore à conquérir et organiser notre domaine, à occuper les larges zones abandonnées par le reflux des formations politiques traditionnelles et celles, plus larges encore, que découvrira peu à peu la décadence du gaullisme. A la phase d'expérimentation et de « succès-témoins », doit succéder celle du travail systématique, travail d'organisation, d'implantation, d'éducation politique.

Le travail de formation

Pourquoi ?

Cela signifie volonté d'implanter le Parti partout où on l'attend, partout où des travailleurs pensent comme nous, cherchent comme nous une voie entre les ruines d'hier et les boniments du saltimbanque gaulliste. Cela signifie organiser, par toute la France, notre pénétration dans les divers cantons de chaque département, les quartiers et les groupes d'immeubles des grands centres, les entreprises et les secteurs professionnels. Cela signifie meilleure utilisation de notre acquis, volonté de tirer parti intelligemment de nos ressources humaines, d'engager dans telle activité précise qui correspond à ses aptitudes, à sa position professionnelle, l'adhérent ou le sympathisant que rebutent les rites de nos assemblés de section.

Nous ne pouvons vivre sur notre acquis. Il faut l'élargir très vite ou périr. On ne peut se satisfaire des rencontres hebdomadaires ou bi-mensuelles de petits groupes d'initiés, d'« habitués » du socialisme ou simplement de la politique, de nos bonnes relations avec des sympathisants par ailleurs influents dans telle organisation ou tel secteur de masse, de notre rôle épisodique d'intermédiaires entre les diverses organisations hostiles au fascisme militaire et à la guerre d'Algérie. Tout ce train-train ne fait ni un parti ni le Front socialiste. Nous ne mettrons en échec les tentatives de regroupements sans principes, les projets de replâtrage, nous ne déboucheurons sur le Front socialiste qu'avec un parti fort et moderne, réellement représentatif, branché sur les activités économiques et sociales, véritables zones de confluence des animateurs des classes travailleuses contemporaines.

Toutes ces préoccupations, — utilisation judicieuse des militants, essaimage de nos organisations, ancrage du Parti sur les secteurs de masse —, impliquent une plus grande cohésion politique, une élévation de la capacité de compréhension et d'invention politique de l'ensemble du Parti.

C'est bien entendu dans l'action et dans les débats préparatoires à l'action — tels les Conseils fédéraux et le Conseil national des prochaines semaines — que se fait d'abord et surtout l'éducation politique du Parti. Mais, ce terrain irremplaçable d'expérimentation politique deviendrait une brousse inculte sans notre volonté concertée et persévérante d'éducation et de réflexion. Le travail de formation et d'étude est donc — au stade actuel surtout de l'histoire du Parti — la condition des progrès rapides de notre activité politique et de notre implantation. Les rythmes mêmes et les cheminements de la crise du gaullisme, les principes du rassemblement de Front Socialiste, les méthodes de popularisation de notre programme de transition à la faveur des campagnes d'action ne sont clairement compréhensibles que par la connaissance des réalités économiques du capitalisme contemporain, des modifications des rapports de production, des changements et des constantes dans les caractéristiques des classes travailleuses, des enseignements des expériences passées, enfin. Comment comprendre notre combat pour une stratégie unique des travailleurs, fil conducteur de la politique de Front socialiste, sans information sur les conditions nouvelles de la production et des échanges et sur les structures contemporaines des classes salariées et rurales — qui rendent aujourd'hui cette unité plus facile. Comment

concevoir les obstacles pratiques à la réalisation de cette unité si nous ne démontrons le mécanisme historique de la division du mouvement socialiste en France, si nous n'étudions pas son contexte international, si nous n'élaborons pas collectivement les méthodes tactiques propres aujourd'hui à surmonter ces obstacles.

L'engagement de tout le Parti

Subordonné à ces exigences, notre effort d'étude et d'invention a progressé notablement depuis un an. Nous l'avons conduit en respectant les règles imposées par la nature même de notre Parti : parti socialiste, parti créateur résolument hostile au dogmatisme. Le travail de formation et d'étude a été mené avec la conviction que la diversité du Parti est une chance et non une gêne, que l'élaboration d'une politique se fait par le brassage des courants et des idées — que la vigilance socialiste est trompée par le sommeil non par le tumulte de l'activité créatrice. C'est la fusion qui donnera sa résistance au métal socialiste. De ce point de vue, les stages nationaux — dont il est traité longuement par ailleurs — sont une expérience inestimable. Non seulement, ils facilitent la connaissance et la compréhension réciproques de militants de formation et d'activité professionnelle très diverses, mais ils contribuent à façonner par la méthode de confrontation, de recherche collective, la théorie politique du Parti. Au terme des séances de travail organisées autour des exposés préliminaires se dessine la charpente de notre théorie politique, œuvre d'architecture collective. Par son recrutement comme par ses méthodes, le travail de formation et d'étude doit être un banc d'essai pour le style même du Parti.

par Jean Poperen

Il n'y faut plus qu'une condition savoir : l'engagement de tout le Parti dans le travail de formation et d'étude. Nous devons là aussi passer du stade des expérimentations et des « succès-témoins » à celui d'une entreprise systématique. La formation et l'étude ne doivent plus être l'affaire de quelques fédérations ou sections témoins, de quelques militants touchés par la grâce ou enthousiasmés par leur expérience des stages nationaux. Si l'orientation d'ensemble fixée à l'action du Parti pour les prochains mois est vraiment comprise, le travail de formation doit devenir une des préoccupations principales et constantes des directions fédérales. Cela suppose qu'un des camarades les plus capables et les plus responsables du Bureau fédéral ou du Bureau de section reçoive mandat de se consacrer exclusivement à ce secteur d'activité. Mais les fédérations et sections ne seront pas quittes après cette désignation. Les Bureaux fédéraux et les Bureaux de sections devraient réserver une séance de travail à la mise au point du programme de formation pour l'année en l'adaptant aux possibilités et aux besoins de la Fédération et en transmettant à la Commission nationale des demandes d'aide (matérielle, moniteurs et conférenciers, conseils techniques, renseignements bibliographiques et statistiques). Les décisions du bureau de section doivent être fortes de l'approbation de la section qui en aura délibéré en assemblée générale; celles du Bureau fédéral feront l'objet d'un débat en Commission exécutive. Section ou fédération doivent être tenues informées des initiatives et de la progression du programme de formation. L'ensemble des adhérents doit être renseigné sur la parution des brochures du Centre d'Etudes Socialistes de Paris et des Fiches de formation. Les responsables fédéraux ou de section organiseront la diffusion de ces documents et recueilleront les abonnements. Ils prendront surtout l'initiative de Week-end de formation.

Les week-end d'études

C'est avec la volonté précisément de faire passer le travail de formation du niveau des individus au niveau de masse que la Commission Nationale de Formation et d'Etude a mis l'accent, pour l'année à venir, sur cette méthode. Quels que soient

nos moyens et notre persévérance, les stages nationaux, — y compris les stages spécialisés — n'atteindront jamais qu'une minorité de camarades. Par le contenu même des séances de travail, ils s'adressent à des camarades ayant déjà un certain « bagage », ils ont pour objet d'améliorer les cadres dirigeants des fédérations. Pour cette raison d'ailleurs, les candidatures ne doivent pas être le fait de décisions individuelles, mais doivent résulter de décisions politiques des bureaux fédéraux qui, pratiquant une politique de cadres, choisissent d'envoyer tel militant responsable aux stages. Compte tenu des problèmes matériels (congrès de plusieurs jours, notamment), il faut donc en débattre longtemps avant le stage et ainsi prévoir dès maintenant — automne 1961 — qui pourra participer aux stages de Pâques ou de l'été prochain. Conçus ainsi, les stages nationaux laissent donc en dehors de leur champ d'action la masse du Parti, et notamment les nouveaux adhérents avides d'une formation économique et politique de base.

Les week-end d'études (une seule journée est trop courte) sont la principale réponse à ce besoin. Une circulaire vient de préciser la conception et les modalités de telles sessions. Une des sous-commissions de la Commission nationale aura pour tâche exclusive d'aider les fédérations (ou les groupes de fédérations associées pour un week-end d'études) à préparer leur programme. La sous-commission pourra déléguer aux week-end un ou plusieurs moniteurs. Elle va procéder au recensement non seulement à Paris, mais sur le plan régional, des camarades qui peuvent assumer ce rôle.

C'est à faciliter ce travail de formation de masse que visent diverses autres mesures arrêtées par la Commission Nationale de Formation et d'Etude :

— Accélération de la parution des fiches dont M. Rungis a parlé récemment dans ces colonnes ;

— Création d'un Centre de Documentation et d'Information, boulevard Garibaldi à Paris qui pourra renseigner les fédérations et sections sur les principaux ouvrages, articles de revues utiles aux militants, et fournir des éléments de documentation (y compris statistiques) sur l'actualité politique, sociale, économique et sur les problèmes régionaux.

Les réunions interfédérales, dont le cycle doit commencer fin novembre, pourraient faire des propositions pour l'organisation de week-end de formation régionaux. Ce serait un des moyens de rendre le Parti plus efficace.

Cet ensemble de dispositions n'est pas exclusif d'un effort à plus long terme :

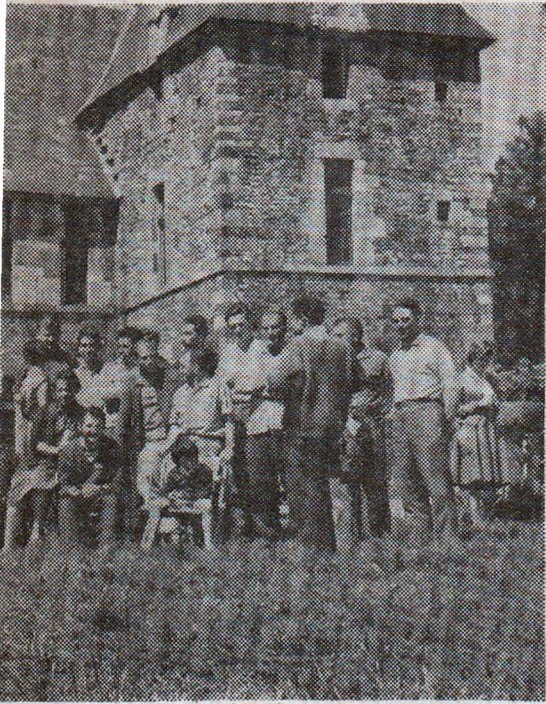
— Une école de base vient de s'ouvrir avec des militants des trois fédérations de la région parisienne.

Après plusieurs séances consacrées à l'étude de la Charte et des Statuts du Parti, des ateliers pratiques familiariseront les camarades avec les techniques d'organisation et de propagande. Cette école-pilote devrait permettre d'étendre ultérieurement à d'autres fédérations l'enseignement de base méthodique.

— Enfin, grâce au Centre d'Etudes Socialistes et aux groupes de travail qui gravitent autour de son programme de conférences, se poursuivra la besogne d'approfondissement de la théorie de la lutte des classes contemporaine. L'essaimage en province de Cercles et Centres d'Etudes Socialistes prouve que cette préoccupation n'est pas seulement parisienne.

C'est pourquoi le moment est venu d'envisager une confrontation générale entre tous les responsables à la formation au cours d'une conférence nationale de formation qui pourrait avoir lieu fin janvier. Ce serait un relais dans l'importante étape actuelle d'éducation politique des militants socialistes de type nouveau.

Pour faciliter les contacts avec les camarades des Fédérations et accélérer l'organisation du travail de formation, une permanence de la Commission Nationale de Formation sera assurée au siège du Parti le 10 NOVEMBRE à partir de 17 heures et durant le Conseil National, les 11 et 12 NOVEMBRE, à la Mairie d'Alfortville.



Le stage

« Entreprises »

Le stage sur l'entreprise fut d'abord une rencontre. Rencontre entre militants syndicaux de toute origine engagés dans la lutte et nos camarades du C.P.N. qui apportèrent leurs connaissances et leur expérience. Le nombre et la profession des stagiaires reflétaient l'audience rencontrée par notre parti dans la classe des travailleurs : un tiers d'ouvriers de l'industrie et du bâtiment, un tiers d'enseignants et un tiers d'employés et de cadres moyens et supérieurs auxquels venaient s'ajouter les étudiants et les lycéens. Les stagiaires venaient de toutes les régions du pays, mais ce fut l'Alsace qui envoya le contingent le plus important. Tous les syndicats étaient représentés : C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., U.N.E.F.

Pendant une semaine de travail les exposés se succédèrent à raison d'un par demi-journée, chacun étant suivi d'un débat avec le conférencier. Il y eut des discussions animées et fructueuses et des séances d'exercices, et enfin, deux soirées culturelles.

Pour aborder le sujet, il fallait définir l'entreprise et situer sa place dans la vie économique. M. Rungis présenta le premier exposé « l'entreprise privée dans son contexte économique ».

Après avoir passé en revue les différentes catégories d'entreprises et tracé les grandes lignes d'évolution du capitalisme depuis le libéralisme du XIX^e siècle jusqu'à l'état actuel caractérisé par l'intervention accrue de l'Etat et l'importance du secteur public, il analysa les mécanismes par lesquels l'entreprise joue son rôle dans l'économie. On constate un double conflit : conflit entre les représentants du capital (actionnaires, patrons) et les technocrates, qui dirigent effectivement l'entreprise et conflit entre les technocrates et les travailleurs. L'orientation de l'entreprise est caractéristique du régime capitaliste : son seul moteur est l'espoir de gain. Elle cherche à réaliser des bénéfices et non pas à satisfaire des besoins. L'entreprise privée s'oppose à l'intérêt national. L'évolution récente du capitalisme montre d'autres contradictions : le mécanisme de l'offre et de la demande et le principe de la concurrence sont faussés de multiples façons : ententes patronales, intégrations personnelles et réelles, formation de trusts, de holdings, de groupes de pression. Ces faits entraînent la concentration capitaliste. Il s'ensuit que la lutte des classes n'a rien perdu de son actualité, mais a revêtu de nouveaux aspects.

C'est Georges Servet, notre dynamique directeur de stage, qui analysa la structure propre de l'entreprise. Les formes juridiques varient de l'entreprise artisanale et familiale jusqu'à de nombreux types de sociétés : société en nom collectif, par actions, S.A.R.L., etc... Viennent ensuite les sociétés d'économie mixte et les entreprises publiques. Une question très importante pour les syndicalistes est de savoir qui détient le pouvoir de décision dans l'entreprise. Il importait donc d'étudier les différentes formes administratives de la gestion des entreprises. La structure administrative devient très complexe dans une entreprise de l'importance de par exemple Pechiney.

Dans un deuxième exposé Georges Servet présenta la gestion financière de l'entreprise. Ces questions doivent être connues des militants pour une double raison : D'une part elles présentent des traits communs en régime capitaliste et en régime socialiste, et d'autre part, la direction des sociétés anonymes étant obligée par la loi de déposer le bilan de l'entreprise devant le Comité d'Entreprise, les militants doivent être capables de juger un bilan pour apporter la contradiction et la critique. Une bonne connaissance financière de la situation de l'entreprise est en outre indispensable pour diriger efficacement l'action syndicale. Les sujets abordés furent nombreux : relations financières de l'entreprise, comptabilité, lecture des bilans. Une séance d'exercice fut consacrée à ce dernier sujet.

L'exposé de Pierre Naville sur la structure sociale des entreprises se fondait sur des données statistiques. Après avoir passé en revue les différentes méthodes d'analyse Pierre Naville présenta quelques résultats : classification des branches d'activité, classification des métiers à l'intérieur de ces branches d'activité, différents critères d'appréciation des emplois (horaire, déplacements, emploi masculin ou féminin), problèmes de qualification professionnelle, structures de salaire. Certaines données firent réfléchir. Comment orienter l'action syndicale dans une entreprise où la main-d'œuvre, réduite au minimum, ne contribue que pour 3 % au coût de la fabrication ? (exemple : fabrication automatique des savonnets et produits semblables). Il y eut sur le problème du travail à mi-temps des femmes une discussion très animée qui montra que cette question est loin d'avoir reçu une solution satisfaisante.

C'est Pierre Beregovoy qui traita de

[suite en page 10]

Les stakhanovistes de la formation

Le stage de formation qui s'est tenu du 28 juillet au 5 août derniers avait lieu dans une belle campagne à 20 kilomètres de la mer. La proximité de celle-ci ainsi que de quelques églises romanes réputées paraissent devoir faire une inquiétante concurrence aux orateurs. Il est dur, en ce début de vacances, de se retrouver en classe, surtout lorsqu'on appartient comme pas mal de stagiaires, au corps enseignant...

Au surplus, les sujets traités s'annonçaient massifs : les orateurs ne s'en tirèrent jamais en moins de deux heures d'exposés, souvent plus, parfois beaucoup plus. Les séances commençaient à 9 heures, avec une petite récréation vers 11 heures, pour couper la matinée, et ne s'achevaient pas avant midi et demi, pour reprendre de trois à sept. Exposés suivis de discussions ou travaux pratiques, deux séances par jour étaient en effet prévues. Encore « deux séances » est-il façon de parler, car une distraction éducative — et dite facultative — était assurée chaque soir (film, projection, conférence) toujours avec débats, bien entendu. Tout ceci, non compris les extras,

tel, par exemple, ce débat éclair sur la parenté planifiée qui parvint à se loger entre le café et la séance de l'après-midi ; et naturellement les discussions qui se prolongeaient au café du village, aux repas ou dans le parc.

Les stagiaires qui débarquaient le soir du 28 juillet ont commencé par manifester une certaine anxiété quand ils ont compris ce qui les attendait. Ils semblent pourtant avoir tenu le coup et ont paru avoir les yeux moins cernés au départ qu'après le premier jour du traitement. Pour être honnête, il faut avouer qu'ils se sont séparés en annonçant qu'ils allaient prendre un peu de repos.

Mais, pendant toute la durée du stage, ils ne se sont pas libérés à l'école buissonnière. Nombre d'entre eux se sont même plaints :

1) - que plus de temps n'ait pas été consacré aux exercices pratiques,

2) - que deux ou trois questions de plus n'aient pas été traitées.

Il faudra vraisemblablement prévoir, l'an prochain, des séances supplémentaires — et non facultatives — entre 1 h. et 4 h. du matin.

C. A.

Peu
de femmes
aux stages.

Pourquoi ?

Au Stage de « formation générale », on comptait 15 femmes et 41 hommes. Au Stage de formation « Entreprises » 4 femmes et 25 hommes, soit environ 22 % de femmes, alors que le P.S.U. compte un pourcentage beaucoup plus élevé.

Il faut noter qu'il y avait au Stage de « Formation Générale » 4 femmes mariées sur les 15, dont 3 jeunes mariées sans enfants. La quatrième avait pu les confier à des parents. Les autres étaient des célibataires.

Au Stage « Entreprises » les femmes étaient toutes des célibataires.

Peut-on trouver une explication à cette faiblesse numérique de la participation féminine. Il y en a vraisemblablement plusieurs.

Ce qui nous a poussé à parler de ce problème, c'est la proportion d'hommes mariés présents au Stage « Général », environ 75 % dont plusieurs nous ont instamment demandé de penser à une organisation des stages telle que leurs épouses puissent participer, c'est-à-dire prévoir une garderie d'enfants à côté du stage.

Dans bien des cas, c'est demander à l'épouse (comme à l'époux) un grand sacrifice de consacrer sur un temps bien court de vacances une dizaine de jours pour la formation si celle-ci doit entraîner une séparation du couple ainsi qu'une séparation des enfants de leur père alors que les vacances représentent la seule période où le père puisse s'occuper de ses enfants avec un peu de suite.

D'autre part, la participation des épouses à toute action militante est à encourager dans la mesure où, d'une attitude de « tolérance passive » (quand ce n'est pas de l'hostilité déclarée), la femme envisagera tout simplement l'engagement (actif) personnel aux côtés de son époux.

Les difficultés techniques et surtout financières pour l'organisation d'un séjour des enfants près de leurs parents sont très importantes mais certainement pas insurmontables. Il est bien évident qu'il faudrait éviter absolument de transformer le stage en un capharnaüm au milieu duquel brailleraient quelques douzaines d'enfants. La garderie devrait se situer assez loin des lieux de réunion et les horaires très stricts délimiteraient bien le domaine de chacune des deux communautés.

En ce qui concerne la participation féminine célibataire, là aussi, on peut déplorer sa faiblesse sans trouver d'explications pratiques déterminantes. Ce sont peut-être des explications psychologiques qu'il faudrait trouver.

La participation féminine à la vie des sections est bonne, encore faudrait-il remarquer que les femmes ont relativement peu de responsabilités. Elles prennent le plus courageusement la charge de trésorerie, charge minutieuse qu'elles assument du reste très bien mais ont rarement de responsabilités politiques importantes (Il n'y a que 4 femmes à la C.E. de Paris, et une au C.P.N.) Elles sont exceptionnellement secrétaires de Section. Je ne sais pas du tout s'il faut s'en réjouir ou le déplorer. De toute façon, je suis persuadée qu'elles tiraient le plus grand profit d'une « Formation » dont elles seraient parfaitement à même de faire profiter les camarades de leurs sections.

Je n'ai pas voulu porter de jugement sur l'absentéisme féminin aux stages de formation, mais simplement faire part d'une constatation.

Geneviève Servet

normand

ion Générale annoncé depuis pu-
cialiste a eu lieu à Cerisy-la-Salle
6 août. Bien que le nombre exact
à la dernière minute, l'organisation
saisante, particulièrement grâce à
l'élégance du personnel et à l'autorité
patrice du Centre Culturel Interna-
54 stagiaires représentant 30 fédé-
excellentes conditions pendant ces

grandes centrales syndicales étaient
F.E.N.) et cette diversité a permis
bien était fructueuse cette conver-
sation à l'intérieur du P.S.U. L'événement
large : enseignants des 1^{er} et
ants, employés du commerce, de
ers de la S.N.C.F. et du Bâtiment,

tois difficiles à recruter en raison
visy — venant eux aussi d'horizons
a voulu faire polycopier leurs expo-
nt été particulièrement appréciés.
eurs remarquablement équipé pour
rs le seul argument contre le choix
ges.)

ois jours d'initiation économique
e rôle de l'Etat, la croissance éco-
ques journées d'initiation politique
régime, le P.S.U. devant l'Europe,
ations de masse et le Front Socia-
e, Histoire récente de la Gauche et
s avaient lieu — en principe — ie
mettait, ils étaient suivis de ques-
s au début de l'après-midi. Les soi-
ateliers pratiques (l'action municipi-
ction de tracts, structure et statuts
facultatives — (film de Bunuel
e discussion ; la peinture moderne
hanson française avec audition de
les plus résistants, mais la résis-
u » semble bonne. Enfin, une demi-
tage a permis aux participants de

été consacrée à une mise au point
ions et aux critiques. L'unanimité
e et d'intensifier la formation des
s stages nationaux, mais par des
fédéraux ou régionaux. Donner un
miques (et bien des stagiaires ont
ine que leur niveau était le plus
irection qu'ils allaient continuer à
ire le point des grands problèmes
storique des différents classes so-
la gauche, tout membre actif du
es camarades qui ont pu participer
is qu'en recevant un enseignement
oires vis-à-vis des autres camarades
nsmettre ce qu'ils avaient appris et
critiques que par leurs suggestions,
rs.

qu'à l'avenir tout stagiaire devrait
nnel de préparation grâce à des
e ; qu'il serait utile de former des
ent les discussions par petits grou-
les fédérations comprennent non
té d'un travail effectif en relation
n. Plusieurs équipes d'animateurs
r des sessions aussi cohérentes et
marades Geneviève et Georges Ser-
a fait dire en guise de conclusion
ce soit déjà fini ».

(Un groupe de stagiaires.)

Problèmes d'une pédagogie politique

d'être souligné. Si tous les 14 stagiaires de l'été 1960 étaient, même lorsqu'ils étaient jeunes, des militants très politisés et organisés depuis longtemps dans les diverses formations rassemblées au sein du P.S.U. ; il y a eu, en 1961, à chaque stage, plus d'un



Georges SERVET

tiers des camarades qui n'avaient jamais adhéré qu'au seul P.S.U. et avaient pris leur carte après la fusion. Ceci est très positif et très important pour la construction du Parti.

RASSEMBLER des stagiaires était seulement la condition, mais non le but, des efforts de la Commission Nationale de Formation. Restait l'essentiel : quelle doctrine présenter et quelle méthode pédagogique appliquer ?

L'orientation doctrinale des écoles nationales de formation est, de toute évidence, le problème le plus difficile.

Si le Parti a posé, tant à son Congrès constitutif qu'à son premier congrès national ordinaire, un certain nombre de thèses fondamentales, il reste vrai que nous n'avons pas enco-

re eu le temps matériel d'aborder tous les domaines dans lesquels il est important qu'une doctrine socialiste se prononce. Et sur les points qui ont fait l'objet de nos délibérations, il est également vrai que les positions finalement prises résultent plus d'attitudes analogues devant la conjoncture politique ou de la convergence sur certains points des analyses faites par les différents courants du Parti que d'une identité profonde des dites analyses.

Dans ces conditions, il n'était pas question qu'un des courants du parti puisse avoir le monopole de ce qui se dirait aux écoles nationales. Bien qu'évidente, cette nécessité d'une grande diversité entraînait un grave inconvénient : les thèses développées risquaient de se trouver contradictoires. Les camarades l'ont d'ailleurs remarqué : au stage de « Formation générale », Claude Bourdet et moi avons contredit des analyses relativement différentes de l'évolution de l'Europe. Au stage « Entreprises » également, des divergences manifestes sont apparues entre, par exemple, Beregovoy et Belleville.

Cette diversité nous apparaît, non seulement inévitable, mais souhaitable. Les écoles nationales deviennent ainsi l'occasion d'une confrontation approfondie entre les différents courants. Elles obligent les camarades à se faire par eux-mêmes une opinion : c'est le meilleur des remèdes contre le dogmatisme.

Malheureusement, le problème n'était pas résolu pour autant : il fallait, quelle que soit la diversité des animateurs, créer une progression, organiser chaque stage d'une manière cohérente et fournir aux camarades des analyses suffisamment homogènes pour qu'elles puissent leur être utiles dans la vie militante de tous les jours. Il n'est pas apparu possible de le faire en commençant par des affirmations doctrinales que l'on vérifierait éventuellement par l'étude de la réalité politique. Le chemin suivi a été l'inverse : c'est à partir de données concrètes, quotidiennement rencontrées par les camarades que l'on a tenté d'apporter des explications et des analyses précisant la critique de notre société et les moyens de la transformer. L'étude détaillée du budget familial a ainsi été le point de départ d'une initiation à l'économie, poursuivie avec le fonctionnement des entreprises capitalistes puis le rôle économique de l'Etat et terminée avec les problèmes de la planification socialiste. De la même manière, rien de ce qui touchait au Front So-

cialiste, ou à l'histoire politique des années récentes, n'était abordé sans qu'il soit fait référence à la pratique quotidienne des militants. Ainsi avons-nous évité à la fois le dogmatisme et l'abstraction. Mais il reste évident que les écoles nationales de formation n'atteindront l'homogénéité et la rigueur doctrinale qu'en même temps que le Parti tout entier. Pour le moment, nos stagiaires ne trouvent de garantie de sérieux et de rigueur dans l'analyse que dans le sérieux et la rigueur de chacun des animateurs pour son propre compte. Ils ne semblent pas avoir manifesté de déception à cet égard...

En outre, la progression générale de chacun des stages s'inspirait d'un schéma analogue ; premières journées consacrées à l'examen attentif de la réalité économique actuelle, puis étude des facteurs historiques récents, des forces sociales en présence et de leurs organisations, pour préciser enfin la plateforme et l'action du P.S.U. dans les domaines étudiés.

Malgré la grande place qu'ils ont tenue — on a travaillé dur cet été — les thèmes principaux du programme ne suffisent pas à définir les intentions et l'atmosphère. La libre discussion de chacun des exposés fut toujours la règle.

Lorsque cela est apparu possible les camarades ont été divisés en petits groupes pour travailler plus à fond certaines questions. L'expérience a montré que cette méthode de travail est bonne : elle sera beaucoup plus utilisée l'an prochain.

Le programme initial comportait en outre des ateliers pratiques : réunion, tract, affiche, trésorerie, etc., autant de techniques du travail politique que l'on applique plus souvent mal que bien et qu'il n'y a aucun inconvénient à perfectionner. Mais sur ce point la sous-commission spécialisée s'est trouvée dans l'impossibilité de fournir à temps le matériel nécessaire. On s'est donc borné cette année à des expériences « témoin ». Celle qui concernait le travail en petit groupe dirigé par un psychosociologue, a fait beaucoup parler d'elle, suscitant dans chaque stage un quart d'adversaires irréductibles et trois quarts de partisans fanatiques. La conclusion semble avoir été tirée par un stagiaire du Vaucluse. « Cette expérience nous aura probablement marqué beaucoup plus que nous ne pensions ». De toutes manières, les problèmes soulevés à propos de nos techniques de réunion doivent être examinés de près.

Enfin les veillées tiennent une grande place dans la vie des stages. Elles sont facultatives, mais furent bien suivies. Elles répondent à plusieurs objets : d'abord tout simplement occuper les soirées calmes en proposant aux camarades une réelle détente. Mais surtout elles sont organisées autour des méthodes d'éducation populaire. A partir de l'analyse d'un film comme dans les Ciné-Clubs, d'une réflexion sur la signification de la chanson moderne, ou d'une présentation de la peinture moderne, il nous a paru utile de faire connaître aux camarades des témoignages sur notre temps qui ne prennent pas la forme politique mais n'en sont pas moins porteurs de valeurs humaines que les socialistes font leurs. En donnant aux camarades un accès à une certaine culture artistique ou cinématographique, nous souhaitons éveiller cette liberté de critique qui est le seul antidote efficace au dogmatisme et à la bureaucratie.

En refusant de faire une formation doctrinaire, mais en la voulant concrète, en prenant contact avec des techniques psychosociologiques plus efficacement utilisées par nos adversaires capitalistes que par nous, en introduisant la « culture populaire » dans l'éducation politique, la Commission Nationale de Formation a conscience d'avoir pris des risques. Elle est fière d'avoir pu innover. Mais il est maintenant nécessaire qu'un bilan soit tiré. En fonction de l'expérience des stagiaires, les fédérations devront transmettre leurs appréciations quant aux efforts faits et à leurs résultats.

Ces décisions politiques à prendre et l'organisation des stages de l'année prochaine, ne sont cependant pas les seules suites à donner. Reste aussi à exploiter le travail fait cette année dans les fédérations. La section de Mulhouse organise en novembre un week-end spécial à cet usage. Cette initiative devrait être largement suivie. Mais ici s'arrêtent les responsabilités de la Commission Nationale de Formation : elle ne peut que suggérer, donner des conseils ou prêter du matériel.

Ces quatre pages consacrées à la formation et aux stages nationaux auront atteint leur objet si l'ensemble des fédérations donnent dans l'avenir à ces problèmes la place qui leur revient : elle est vitale pour le Parti.

Georges Servet

Le stage « Entreprises »

L'entreprise publique. Histoire du développement du secteur public en France. Structure des entreprises publiques avec étude particulière de Electricité - Gaz de France. Caractéristiques économiques de l'entreprise publique. Statut du personnel. En conclusion de l'exposé, le conférencier posa le problème des nationalisations du régime capitaliste. On peut se demander si elles ont répondu aux espoirs placés en elles. Le problème ne pourra être valablement résolu que dans le cadre d'une planification démocratique.

Un tout autre sujet fut abordé avec Guy Palmade. Il ne s'agissait plus d'économie ni d'action militante, mais des problèmes très pratiques que l'on rencontre dans l'organisation d'une réunion de groupe : problèmes humains, problèmes psychologiques. A l'aide de résultats récents de cette nouvelle science qu'est la psychosociologie, Guy Palmade éclaira des faits souvent mal connus, désamorça au passage quelques faux problèmes, et donna les principes généraux selon lesquels doit être préparée et conduite une réunion de groupe. Un exercice en atelier pratique permit à chacun de prendre conscience de ce problème et d'apprécier la distance qui sépare la théorie de la réalisation.

Ce fut Gaudillière qui fit le point de la situation actuelle du droit syndical. Après un historique du droit syndical, droit conquis de haute lutte malgré l'intimidation et la répression policière, il exposa les droits des syndicats dans l'entreprise et à l'extérieur. Droit des délégués du personnel, droits des comités d'entreprise ; droit de grève.

Jacques Martinais présenta les principaux systèmes de gestion ouvrière : système soviétique, système yougo-

slave et le projet C.G.T. de 1920. La discussion porta sur les problèmes posés par la gestion ouvrière en régime socialiste : décentralisation, composition des comités de gestion, répartition des bénéfices, hiérarchisation des salaires, mais se centra très vite sur le régime yougoslave, seul régime à gestion ouvrière effectivement réalisée.

La stratégie patronale fut étudiée par Edmond Maire. Si dans l'entreprise traditionnelle le rapport du travailleur à l'entreprise est un rapport unilatéral d'autorité patronale et de sujétion ouvrière, ce fait fondamental est masqué dans les entreprises modernes (ou néo-capitalistes). L'élévation du niveau de vie culturel de l'ensemble de la population et la prise de conscience de la classe ouvrière ont fait échouer la politique de force (qui ne peut se maintenir qu'en régime fasciste). Le patronat cherche à se concilier l'ouvrier, à créer un « esprit d'entreprise ». Il utilise différents procédés : le paternalisme, l'association capital-travail, les « relations humaines ». Les dernières tendances vont jusqu'à la recherche et la diffusion d'une idéologie patronale, à l'utilisation des sciences sociales. Parallèlement le patronat tente de séduire et d'investir l'Université.

Le conférencier montra avec de nombreux exemples à l'appui comment le patronat a créé une politique des salaires qui désamorce d'avance les revendications ouvrières : individualisation du salaire, multiplication des primes, politique du salaire-maison. Si le patronat ne peut éviter une négociation sur les salaires, il emploiera une tactique retardatrice qui a été analysée avec précision. Le rôle du gouvernement a été mis en relief : intoxication de l'opinion (radio, presse), aide aux syndicats jaunes, etc...

C'est pour riposter à cette stratégie patronale que s'est élaboré la stratégie ouvrière qui nous fut présentée par Pierre Belleville. Cette stratégie doit être révolutionnaire, viser au changement de régime, mais procéder par étapes successives effectivement réalisables. Les changements du capitalisme ont élargi le champ des revendications ouvrières (sécurité sociale, etc...) et augmenté le potentiel combattif de la classe ouvrière (fonctionnaires, cadres, étudiants, etc...). Chaque acte revendicatif doit conduire à une amélioration du niveau de vie et à une prise de conscience. L'orateur définit le rôle du harcèlement idéologique et celui du travail de propagande dans l'entreprise. Le rôle du militant est de mettre continuellement en cause le principe d'autorité et d'exploiter les contradictions du capitalisme.

Avec Jean Poperen c'est l'action du P.S.U. à l'entreprise qui a été définie. Successivement furent étudiées les méthodes d'intervention du parti et ses moyens d'action (propagande, initiatives de militants). Mais cette action pose le problème des relations avec les syndicats. La discussion qui suivit fut le point de convergence de toutes les discussions antérieures, puisque toute connaissance acquise et toute réflexion doit mener à l'action. Partant de son expérience personnelle, chaque camarade contribua à dégager ce que doit être la tactique du parti dans l'entreprise : Abandonner les revendications dépassées, qui ne correspondent plus à l'évolution actuelle du capitalisme. Riposter par le dynamisme ouvrier au dynamisme capitaliste. Contester le régime point par point par une politique de présence et par le niveau théorique élevé de cette contestation. Ceci implique la formation de militants compétents en

matière économique et préparés à prendre en mains les responsabilités d'une gestion socialiste.

Et c'est sur les problèmes syndicaux que se centrèrent les deux derniers exposés.

Lucien Rioux passa en revue l'histoire du syndicalisme depuis la deuxième guerre mondiale : « syndicalisme constructif » du lendemain de la Libération, grèves de 1947 en pleine période de guerre froide, scission syndicale C.G.T.-F.O., grève des mineurs de 1948, expérience Pinay (1952) et apathie du mouvement syndical, grèves de 1953, victoires ouvrières de 1955 et la politique des accords Renault, la défaite de la classe ouvrière du 13 mai 1958, reprise récente de la combativité.

Enfin, Maurice Combes décrit les grandes centrales syndicales : C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., U.N.E.F. et le C.N.J.A. La position particulière des militants de notre parti dans chaque centrale fut examinée et les chances d'un mouvement d'union furent analysées.

Une dernière réunion en présence de nombreux camarades du C.P.N. et de notre secrétaire national Edouard Depreux permit aux stagiaires d'exprimer leurs appréciations sur le stage et d'y apporter une conclusion.

Le stage « Entreprises », animé par Georges Servet, a apporté à chacun un enrichissement de ses connaissances, il a permis de discuter des problèmes posés et de réfléchir sur les actions futures. Grâce à l'atmosphère de franche camaraderie qui ne cessa de régner, les exposés techniques d'un niveau élevé furent digérés par tous.

Souhaitons que le stage « Entreprises » rassemble l'année prochaine des camarades encore plus nombreux et remporte un égal succès.

UN GROUPE DE STAGIAIRES.

la Bretagne

ambitions se sont affirmées. Les premières réalisations en appellent ou en provoquent d'autres. Attirer à Rennes les Bretons (en particulier ceux d'Ille-et-Vilaine, qui, chaque année, émigrent vers Paris) correspond à un besoin évident que seule la création d'usines nouvelles peut satisfaire. Ce qui implique de prévoir de nouvelles zones industrielles (les zones actuelles sont vite saturées) et la construction d'ensembles urbains très importants. Ainsi, pour répondre aux besoins en logements de la nouvelle population, la municipalité et l'Office Départemental d'H.L.M. envisagent la construction d'ici 1975 de 32.800 logements, qui correspondent à la création d'environ 40.000 nouveaux postes de travail.

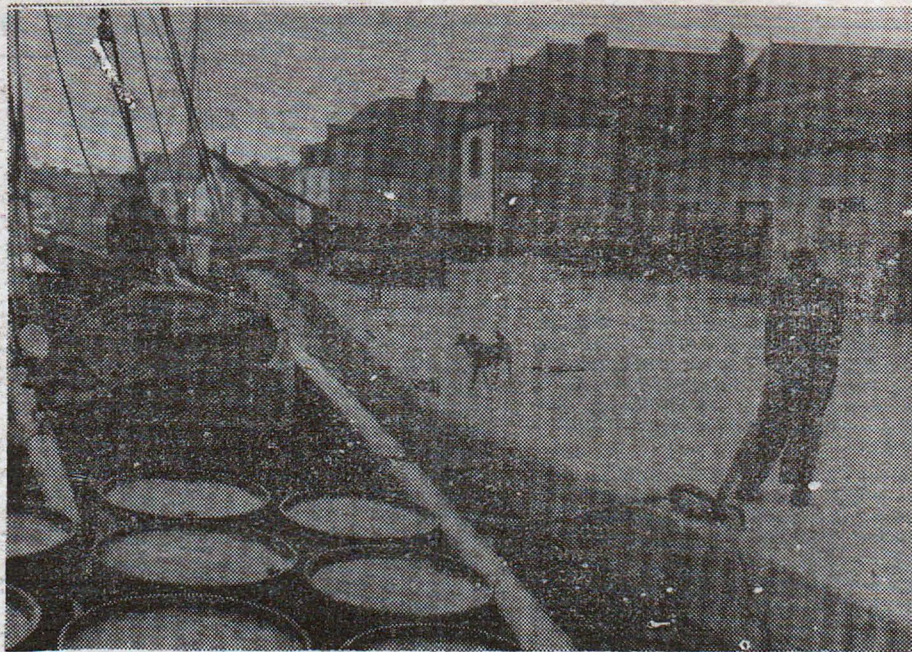
Mais là naissent les premiers conflits. La Société Citroën — dont l'attitude patronale est loin d'être sociale — serait désireuse que ses ou-

travailleurs qui fonctionnent depuis vingt ans, efforts patronnés ou encouragés par la ville.

Au seuil du saut dans l'inconnu que représente cette croissance soudaine du Centre Régional, tout le monde hésite.

Le Conseil Général est très inquiet de l'évolution sociologique qu'un tel développement ne saurait qu'entraîner et qui ne peut que modifier une majorité pour laquelle le M.R.P. fait figure d'opposition de gauche ! Il freine toutes les réalisations sociales qu'il serait capable de patronner.

La municipalité de Rennes, elle-même, est inquiète, et plusieurs élus remettent en cause, pour des motifs divers, les conceptions urbanistiques du Maire. Le projet de Z.U.P. Ville-jean-Malifen est actuellement fort controversé et pourrait être, en octobre prochain, profondément modifié.



La pêche en Bretagne... Du travail pour combien d'hommes ? (A.D.P.)

— nécessiter l'abandon de la plus grande partie des terres médiocres.

On peut donc prévoir dès maintenant un profond malaise au sein même du milieu rural et dont celui ressenti actuellement n'est qu'un préliminaire, et une opposition de plus en plus marquée entre les zones riches et les zones moins riches ou moins bien équipées. Déséquilibre, malaise, opposition qui eussent été moins accentués dans le cadre d'un aménagement plus décentralisé, par conséquent tenant mieux compte des réalités locales.

...à l'asphyxie des petits centres

L'attrait de plus hauts salaires va provoquer une fuite vers Rennes des meilleurs ouvriers des petits centres (Vitré, Redon, Fougères, etc.), asphyxiant ainsi en main-d'œuvre qualifiée des entreprises dont la rentabilité n'est pas toujours très sûre et qui se trouveront ainsi contraintes à se reconverter ou à disparaître.

C'est donc une question de vie ou de mort pour ces petits centres dont les plus proches de la capitale deviendront des villes-dortoirs (processus déjà amorcé pour Vitré) tandis que les plus éloignés dépériront rapidement, à moins que leur dynamisme propre ne leur permette, en attirant de nouvelles industries, de contrebalancer l'attrait de la grosse agglomération. Mais combien peu nombreuses sont les municipalités conscientes de ce problème et qui tentent de le résoudre.

On voit donc ainsi, à la lumière de l'expérience rennaise, les dangers, les contradictions, les carences d'une expansion trop centralisatrice où aucune autorité régionale n'est à même de décider ou d'organiser, — trop capitaliste — où l'Etat est incapable de s'opposer au jeu des intérêts privés ; d'une politique qui, finalement, remet l'essor ou le déclin d'une province aux mains d'on ne sait qui...

Les diverses enquêtes socio-économiques conduites dans le cadre de l'expansion rennaise, peu coordonnées, parfois trop abstraites, sont, dans leurs grandes lignes, assez pessimistes quant aux conséquences des choix qui ont été faits par des instances irresponsables ou insuffisamment informées.

On voit surtout, le régime étant ce qu'il est, l'impossibilité de contrôler, c'est-à-dire de maintenir dans des limites préétablies, un mouvement qui, dans le cadre d'une économie libérale, demeure essentiellement soumis aux Jeux du laisser-faire et aux lois exclusives du profit.

Pour une planification démocratique à l'échelon régional

La clé d'une véritable politique d'aménagement du territoire (en particulier en Bretagne où la poussée démographique pourrait faire de la jeunesse une force politique à condition qu'elle soit solidement formée et encadrée par les syndicalismes ouvrier, paysan et étudiant) — est une réforme politico-économique qui implique, avec le passage au socialisme démocratique, un accroissement sensible des pouvoirs des collectivités locales tel qu'en fait l'aménagement économique dépende, non plus d'un pouvoir centraliste parisien (forcément abstrait), mais des communes elles-mêmes sous le contrôle coordonnateur d'un pouvoir régional effectif dans le cadre d'une planification démocratique à l'échelon national.

La méditation et l'adaptation de l'expérience des communes yougoslaves paraissent, à cet égard, fort intéressantes. La vie communale, fondement de toute vie civique nationale, doit être prioritaire, si l'on veut rétablir le tissu civique de la France moderne. Il est de tradition de laisser aux communes le soin de gérer certains services publics, et, dans ce domaine, en général, il ne semble pas que l'Etat ait à s'en plaindre. Pourquoi, dès lors, ne pas accorder aux municipalités la possibilité de peser sur le marché du travail et la production en créant et gérant elles-mêmes des entreprises locales suivant certaines normes coordinatrices, plutôt que de faire dépendre la vie communale et régionale du bon-vouloir de quelques conseils d'administration d'intérêts privés et capitalistes ?

Cela nécessiterait, sans doute, des municipalités jeunes et dynamiques. Mais la jeunesse, compte tenu de son dynamisme et de l'enjeu, ne serait-elle pas capable de se captiver pour une telle entreprise ?

P. Bourges

(1) Cf. T.S. n° 57, du 10 juin. A noter que la revue « Correspondance Municipale » a consacré sept numéros aux problèmes de l'aménagement du territoire. Pour ceux que ces questions intéressent : « Correspondance Municipale », 21, rue de la Montagne-Pavée, Savigny-sur-Orge. C.C.P. P. Fresson, Paris, 10.234-71.

(2) Du même point de vue, Citroën s'efforce d'empêcher l'installation de nouvelles grosses usines à Rennes — usines qui n'appliqueraient pas forcément la même politique sociale —, tandis que la municipalité, consciente du danger, tente d'attirer de nouvelles entreprises.



Une terre pauvre, des paysages désolés... Abandon ou résignation ? (A.D.P.)

vriers n'habitent pas dans des grandes cités — où ils risquent d'échapper à la mauvaise « climatisation » de l'usine — mais essaient dans un rayon de 20 kms autour de Rennes (2).

Ce désir rencontre la préférence du Rennais moyen pour la petite maison avec jardin dans un cadre semi-campagnard, alors que la municipalité (qui ne peut supporter la charge d'une voirie trop coûteuse) envisage, elle, la création immédiate de deux Z.U.P. de 6.000 logements, chacune avec possibilité d'extension et conçues à 80 % en grands collectifs.

Les choix urbanistiques de la ville ne concordent donc pas avec les désirs des usagers et ceux de l'industrie-pilote. Ils sont dictés, sans doute, par un légitime souci d'économie, par une volonté de prestige « grands-ensembles », mais aussi par le désir très profond chez certains édiles de compenser l'influence hautement capitaliste de Citroën par un encadrement socio-culturel de la population des nouveaux ensembles d'abord et de la ville, en général, ensuite.

C'est à ce désir que correspondent la création de l'Office socio-culturel de la ville de Rennes (lancé cette année par la municipalité et la Caisse d'A.F.), les expériences de Maison des Jeunes et de la Culture actuellement en cours, les trois foyers de jeunes

La Chambre de Commerce qui patronnait la création de la Zone industrielle, mais ne la concevait que comme une espèce d'entrepôt commercial de la Bretagne, effrayée par l'emprise possible de Citroën, se penche vers la réanimation des petits centres qui dépendent d'elle, Redon, en particulier, ce qui, paradoxalement, la rapproche des conceptions d'expansion des milieux syndicaux ouvriers et paysans.

Quoi qu'il en soit, certaines répercussions de l'expansion rennaise sont dès maintenant prévisibles.

Du déséquilibre rural...

L'attrait rendu plus vif de la vie urbaine et industrielle aux yeux des ruraux (alors que les programmes d'électrification des campagnes sont à peine achevés, ceux d'adduction d'eau et de remembrement à peine commencés), va accroître le déséquilibre actuel, — accélérer les départs et par conséquent retarder encore les équipements indispensables là où ils ne sont pas en cours ; — pousser au regroupement des bonnes terres qui vont se concentrer aux mains d'une élite agricole qui n'est pas certaine de trouver la main-d'œuvre indispensable à une exploitation rationnelle ;

POPULATION COMPARÉE DES CINQ VILLES D'ILLE-ET-VILAINE

	Rennes	St Malo	Fougères	Vitré	Redon	Total département.
1849 ..	39.218	10.076	9.931	8.621	5.303	562.958
1876 ..	57.177	10.295	11.873	9.870	6.446	602.712
1906 ..	75.640	10.647	23.537	10.092	6.681	611.805
1937 ..	92.000	13.836	20.432	8.506	6.565	565.766
1954 ..	124.122	14.339	23.151	9.611	7.869	586.812

Pierre Mendès France à Grenoble

Le séjour de Pierre Mendès France à Grenoble s'est terminé par une conférence de presse.

On sait que notre camarade emploie — au cours de son périple — une méthode particulière. Pas de réunions publiques, mais des contacts directs et privés avec tout un ensemble de personnalités représentatives appartenant à des milieux divers.

C'est ainsi que, sitôt installé à Grenoble, P.M.F. recevait des avocats, des médecins, des étudiants, des professeurs, des industriels, des délégués syndicaux, ouvriers et agricoles.

Reprenant le thème qui fut celui de sa conférence de presse à Paris — et que nous avons largement exposé dans ce journal — P.M.F. devait insister inlassablement sur la nécessité d'un gouvernement de transition, sur les solutions d'un règlement de l'affaire algérienne et sur la nécessité de redonner au pays des institutions démocratiques. Il reprit sa démonstration au cours de la conférence de presse qui clôtura ses conversations particulières.

« Ce que j'ai voulu, et ce que je veux obtenir — dit Pierre Mendès France aux représentants de la presse — c'est faire prendre conscience aux forces vives de la nation « qu'il existe une alternative ».

Et d'évoquer notamment les propositions concrètes faites au cours de la conférence de presse parisienne en vue de la constitution « d'un gouvernement de transition » de deux mois avec pour tâche trois impératifs, trois préalables :

- Fin de la guerre d'Algérie;
- Lutte contre les menaces de violence;
- Redonner au pays des institutions démocratiques.

Pour ce faire, Mendès France compte s'appuyer non pas sur les partis politiques, mais sur les syndicats et l'ensemble des forces vives, afin d'élaborer de nouvelles institutions, d'y associer aussi des organes représentatifs de l'économie du pays, qui devront élaborer « la planification démocratique ».

« Tout cela, précise P.M.F., ne constitue pas des propositions définitives. Notre campagne à travers le pays consiste simplement à suggérer un accord sur des bases précises.

« Faire comprendre la nécessité de ce gouvernement de transition, afin de résoudre des problèmes qui constituent des préalables.

« Mes propositions sont valables en toutes hypothèses, quelle que soit la situation.

« Notre but est de tout faire pour éviter la violence au moment où des menaces de guerre civile se répandent dans le pays. Il s'agit d'alerter l'opinion, afin que chacun prenne conscience du danger et puisse s'associer à cette reconstruction de la démocratie, qui ne peut être à l'image de la IV^e ».

A propos de la guerre d'Algérie, Pierre Mendès France est précis : « Je crois que lorsque nous parlons de traité de paix avec le G.P.R.A., son contenu doit être facile à délimiter : il n'y a plus d'alternative :

« L'Algérie sera indépendante.
« Elle sera gouvernée par le G.P.R.A., et c'est avec lui qu'il faut négocier.

« Le Sahara sera algérien.
« Le pétrole saharien sera exploité avec des capitaux français.

« Dans la négociation, le seul point difficile concerne les Français d'Algérie. Leur sort sera toutefois beaucoup plus fonction de ce qui se passera après le traité que des dispositions de celui-ci. »

Appelé à préciser sa pensée sur les institutions futures, P.M.F. affirma :

« Pas question de recommencer la IV^e République. Elle était incapable de résoudre les problèmes économiques. Les institutions nouvelles devront donner à l'exécutif une détermination dans l'action, qui n'existait pas dans le passé. Elles devront associer la démocratie avec la continuité et l'efficacité. Il faudra prévoir des organes essentiellement conçus pour des tâches économiques, notamment pour toutes les décisions relatives à la planification.

« J'ai rencontré à Grenoble des hommes représentant des milieux très divers. Mais j'ai attaché une importance toute spéciale aux syndicats ouvriers.

« Pour susciter quelque chose de constructif, dans les difficultés actuelles, il faut mettre en mouvement les forces vives de ce pays. Je crois qu'il faut s'adresser à d'autres groupements qu'aux partis politiques. Les syndicats auront à jouer un rôle croissant. Ils se trouveront un jour devant des responsabilités politiques, bien que ce soit contraire à leur tradition. »

Et, pour conclure, à propos des partis politiques, notre camarade Mendès France déclara :

« Les partis politiques n'ont plus l'ascendant et le crédit d'autrefois, certes. Mais je continue d'appartenir au mien : le P.S.U. »

Après Grenoble, Mendès France a annoncé son intention de se rendre à Lyon les 14, 15 et 16 novembre ; à Beauvais, le 20 novembre, puis à Nancy, Strasbourg, Dijon, etc.

Le P.S.U. en deuil

Notre camarade Jean Blaise n'est plus. Un mal incurable l'a emporté à 37 ans. Sa vie a été une vie de militant. Bien jeune cependant, il a participé à des actes de résistance à la fin de l'occupation. Puis il a milité sur le plan des Auberges de Jeunesse. Appartenant au Mouvement Laïque des A.J., puis à ceux qui en furent issus (Centre Laïque des A.J. et du Plein air, Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse), il a défendu inlassablement le courant éducatif de ces organisations tendant à remettre aux jeunes la gestion complète des Auberges et des activités culturelles.

C'est ainsi que Jean Blaise participa à l'organisation de stages éducatifs. Jean Blaise participait encore actuellement à la rédaction des « Révoltés », revue rédigée par des Ajustes soucieux de formation pré-syndicale et pré-politique.

Sur le plan syndicaliste, Jean Blaise animait le syndicat F.O. à l'Institut pour la prévention des accidents du travail.

Il fut notre compagnon à la section du 9^e, puis à Villeneuve-la-Garenne.

Jean Blaise était aimé pour l'humanité qu'il mettait dans ses rapports avec tous et la douce assurance avec laquelle il allait jusqu'au bout de ses convictions.

A sa famille, le Parti adresse ses sentiments peints et l'assurance de son soutien moral.

Corse

La Fédération nous communique les noms et adresses de ses responsables :

- Secrétaire fédéral : Toussaint MARCHIONI, Lupino, BASTIA.
- Secrétaire féd. adjoint : BLAISE, 5, impasse Davin, AJACCIO.
- Secréta'eres de sections : BASTIA : Toussaint MARCHIONI. CORTE : Georges PAOLINI, 6, av. Porette.
- AJACCIO : Antoine MURATI, 46 bis, boulevard Albert-Ier.

"C.E.S." PROGRAMME

REPRISE DES COURS

17, rue de Chaligny

Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot)

20 h. 30

INITIATION ECONOMIQUE par M. RUNGIS

- Mardi 14 novembre : Les structures économiques de la France.
- Lundi 27 novembre : L'Economie politique devant ses choix.
- Mardi 12 décembre : Les problèmes économiques et le Socialisme.

COURS SUPERIEUR

LES THEORIES DE L'ETAT

A 20 h. 45, Salle des Conférences 44, rue de Rennes, Paris VI^e (M^o St-Germain-des-Prés)

- Mercredi 15 novembre : Les théories politiques classiques de l'Etat (F. Chatelet).
- Mercredi 22 novembre : La théorie hégélienne de l'Etat et sa critique par Marx (H. Lefebvre).

● Mardi 28 novembre : La théorie léniniste de l'Etat (H. Lefebvre).

● Mercredi 6 décembre : Théories et pratiques soviétiques de l'Etat (V. Faye).

● Mercredi 13 décembre : Dynamique du pouvoir (G. Lapassade).

● Mercredi 20 décembre : Les théories de l'Etat à la lumière des faits (P. Naville).

EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'ETAT

● Mardi 21 novembre : L'Etat capitaliste avant la première guerre mondiale (J.-M. Vincent).

● Mercredi 29 novembre : Apogée et déclin du système parlementaire (M. Duverger).

● Mardi 5 décembre : Evolution du pouvoir réel dans la société contemporaine (M. Bridier).

● Mardi 19 décembre : Apparition des institutions supranationales (A. Savary).

Au Cours Supérieur du C. E. S. nous étudierons l'Etat

Pourquoi ?

MARDI 7 novembre, notre ami Henri Lefebvre prononcera la conférence inaugurale du Cycle supérieur du Centre d'Etudes Socialistes : l'Etat dans la société moderne.

Je n'ai nullement l'intention de traiter le sujet avant lui, mais je voudrais préciser les raisons qui ont amené le Comité pédagogique et le bureau du C.E.S. à choisir le thème de l'Etat pour l'essentiel des travaux des Cours supérieurs. Nous avons certes hésité : le sujet est difficile et complexe ; des divergences séparent là-dessus les socialistes et même les théoriciens marxistes.

Pourtant, nous avons été unanimes à penser que c'est là le problème le plus urgent et le plus important qui s'impose à tous ceux qui veulent comprendre la situation présente et chercher à influencer le cours des choses. Il se retrouve partout au centre de l'actualité. Les problèmes théoriques posés par le XXII^e Congrès du Parti Communiste Soviétique tournent essentiellement autour du rôle de l'Etat dans une société socialiste : de la dictature policière et bureaucratique de Staline jusqu'au stade communiste où l'on prévoit la disparition de l'Etat en passant par les mesures de décentralisation et de relative désétatisation. Voici des années que les théoriciens yougoslaves s'efforcent également d'apporter des réponses théoriques et pratiques à ces questions que pose l'actualité quotidienne de leur pays. Du caractère des réponses apportées dépend le caractère même du socialisme.

Bien entendu, pour nous, en France, ce sont là encore des questions purement théoriques. Le problème de l'Etat s'impose à nous en des termes tout différents.

C'est d'abord le paradoxe de ce pouvoir d'Etat à la fois omnipotent, omnipotent et étrangement débile ; ce pouvoir fort qui a supprimé tout frein, tout contrôle démocratique, mais qui oscille entre les impératifs des divers groupes de pression, qui ne peut imposer sa politique que par ruse à ses propres organes d'exécution, qui est à la merci d'une balle perdue, constamment en danger d'être kidnappé par un quarteron d'officiers fascistes. Chacun se demande quel régime, quelle forme d'Etat pourra succéder à cette V^e République de plus en plus impuissante.

Or il est évident que l'évolution que nous avons connue en France n'est pas purement accidentelle. Il faut comprendre pourquoi nous assistons dans tous les pays capitalistes avancés à une dégénérescence du régime parlementaire, à l'apparition de structures non-démocratiques dont le gaullisme français est un exemple caricatural.

En même temps, nous assistons à une profonde transformation de l'Etat, de ses attributions et de ses structures. L'Etat protégé a depuis longtemps étendu son domaine à l'éducation, aux transports ; il contrôle désormais la santé, les relations sociales, l'essentiel de l'économie. Premier industriel, premier banquier du pays, il est devenu le chef d'orchestre de l'éco-

nomie : 40 % des investissements nationaux dépendent de lui ; il verse 30 % des salaires. Son intervention modifie les rapports économiques et sociaux. Dans presque chacune des luttes que mènent les travailleurs des villes et des campagnes, ils se heurtent désormais directement au pouvoir d'Etat. Toute la stratégie de ces luttes s'en trouve modifiée, et la nature même des syndicats.

Il est donc urgent d'y voir clair. C'est pourquoi le C.E.S. a décidé d'étudier par priorité le problème de l'Etat.

En quelque trente-cinq cours dont nous disposons, il ne peut être question d'en étudier tous les aspects. Nous centrerons donc notre intérêt sur ceux qui intéressent le plus directement la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Nous ne ferons appel à la théorie générale ou à l'expérience des pays « socialistes » que pour éclairer notre propre expérience.

Au premier trimestre nous aurons ainsi deux séries de cours.

● Tous les MERCREDIS, nous étudierons les théories de l'Etat, des thèses pré-hégéliennes aux théories « modernes » en passant par les théories marxistes, — et la pratique réelle du pouvoir : six conférences par F. CHATELET, H. LEFEBVRE, V. FAYE, G. LAPASSADE et P. NAVILLE.

● Parallèlement, les MARDIS, J.-M. VINCENT, M. DUVERGER, M. BRIDIER et A. SAVARY étudieront l'évolution du rôle de l'Etat et de ses structures depuis la première guerre mondiale.

Au cours des autres trimestres, nos conférenciers étudieront l'Etat d'aujourd'hui, ses structures, ses mécanismes réels, le rôle de l'armée et des organes de répression, le rôle de l'Etat dans l'économie nationale. Ils étudieront d'autre part le rôle qu'est appelé à jouer l'Etat dans une planification socialiste, l'attitude devant le pouvoir des partis occidentaux qui se réclament du socialisme, les problèmes qui se sont trouvés posés à eux et ceux qui se poseront à nous, enfin, ceux que pose l'indépendance nationale dans les pays sous-développés.

Tels seront les thèmes essentiels développés au Cours supérieur. Non pas tous : car nous entendons commencer également à aborder, dès le début du deuxième trimestre, les rapports entre la culture et le socialisme. On voit que le C.E.S. a du pain sur la planche.

Nous sommes convaincus que cet effort considérable rencontrera un écho plus favorable encore que l'année dernière auprès des étudiants, des enseignants, des militants syndicalistes, des groupes et sections du P.S.U.

Yvan Craipeau

P.S. — Le C.E.S. a publié un dépliant qui précise ses objectifs et le programme du premier trimestre. Ce dépliant est gratuitement à la disposition des camarades, des groupes d'étudiants, des sections syndicales, des sections du P.S.U., au siège du C.E.S. : 17, rue de Chaligny, Paris-12^e (DOR. 23-96).

Cours Supérieur

LEÇON INAUGURALE :

Mardi 7 novembre

Henri LEFEBVRE parle de :

L'ÉTAT DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

COMPTE RENDU DE MANDAT DE CLAUDE BOURDET

Notre camarade Cl. Bourdet
Conseiller municipal du XIV^e
Conseiller général de la Seine
Membre du Bureau National du
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
s'adressera aux habitants du XIV^e
et traitera

— des problèmes de rénovation du quartier (Groupes scolaires, métro, etc.);

— de son action au sein des assemblées municipale et départementale;

— de l'action du P.S.U. pour la paix en Algérie et dans le Monde,

le MERCREDI 8 NOVEMBRE
à 20 h. 45, au Préau de l'école :
12-14, rue d'Alésia, Paris (XIV^e).

Front Socialiste et guerre d'Algérie

On trouvera ci-dessous les réflexions qu'a inspirées à notre camarade Molino, de Seine-et-Oise, l'article de Jean Poperen : « Cohésion nationale gaulliste ou Front Socialiste ».

Cette discussion se situant dans le cadre des problèmes portés à l'ordre du jour du Conseil National des 11 et 12 novembre, nous publions cet article en « Tribune Libre ».

L'ARTICLE du camarade Poperen « Cohésion nationale gaulliste ou Front socialiste » (1) a le mérite d'essayer de préciser la tactique et la stratégie actuelles de notre Parti. Je voudrais donner à ce sujet le point de vue d'un simple militant.

Quel Front Socialiste ?

Je vais d'abord très franchement au point de divergence avec le camarade Poperen : c'est au sujet de la possibilité d'une alliance avec le P.C. pour préparer une alternative au régime.

A ce sujet, je voudrais exprimer, en premier lieu, mon inquiétude quant au but qui est recherché par certains camarades : Le camarade Mendès France n'a pas caché encore dernièrement (voir « Etudes Socialistes de S.-et-O. », dernier numéro) qu'il ne concevait la participation communiste que comme un soutien, une participation passive. D'un autre côté, le camarade Poperen parle de la nécessité « de la participation effective du secteur d'influence communiste ». Formule soigneusement pesée, à coup sûr et à mon avis dangereuse, car c'est avec le P.C. tel qu'il est que nous devons nous entendre et non essayer de couper ses dirigeants de la masse qu'ils influencent (tentative vouée à l'échec d'une part, nuisible à la cause ouvrière qui est la nôtre d'autre part). L'influence du P.S.U. s'accroîtra dans la mesure où, loin de disputer sa clientèle au P.C., il saura exprimer la poussée des éléments politiquement nouveaux, y compris dans la classe ouvrière.

Mais dira-t-on, une alliance avec le P.C. tel qu'il est est-elle possible et pour quoi faire ? Cette alliance est possible sur la base du programme transitoire proposé par notre Congrès de 1961, programme dont la plupart des points ont été repris par le Congrès communiste ultérieur. Certes, ces mesures sont présentées chez nous comme permettant la transition vers le socialisme, chez les communistes comme « rénovant la démocratie ». Mais, si cette différence laisse prévoir des divergences pour après cette période transitoire, il n'en reste pas moins que la possibilité apparaît, contrairement aux assertions du camarade Poperen, de jeter en commun avec le P.C. et les autres forces populaires, en particulier les syndicats, les bases d'une alternative concrète au régime gaulliste.

Je crois que notre Parti a, dans l'élaboration d'une telle alliance, des initiatives à prendre et un rôle important à jouer. Mais à condition d'adopter l'attitude que j'ai indiquée. Je suis d'ailleurs persuadé que cette attitude l'emportera, répondant aux intérêts tant de notre Parti que de l'ensemble des travailleurs.

Le billet de Jean BINOT

Mégatonnes pour un massacre

NOVEMBRE est là, et ses anniversaires : cortèges d'ombres et de souvenirs, de douleurs et de remords, de mensonges et de hontes... Le premier s'estompé dans la brume du temps, et sa signification qu'autrefois l'on voulait grandiose est à jamais dérisoire : le « plus jamais ça ! » d'il y a quarante-trois ans est à inscrire au nombre des serments parjurés.

L'autre : si proche et si brûlant, si lourd d'assassinats et de tortures, qui a précipité les jours d'une république, instauré un régime hypocrite et sans âme, qui a défigurés le visage de notre pays, et par Dieu sait quelles misérables mains ! Tandis que Monsieur « K »

Et l'Algérie ?

Si la construction du Front socialiste est essentielle à notre combat car elle ouvre aux travailleurs une perspective d'avenir dans leurs luttes immédiates, la lutte pour la paix en Algérie doit demeurer notre préoccupation première.

A ce sujet, des illusions semblent s'être glissées dans le Parti (sans parler des autres partis de gauche) sur la proximité et la facilité éventuelle du règlement de ce problème. Par exemple les analyses sur le « dégagement » considéré comme politique de De Gaulle ne rendent pas très bien compte de la prolongation et de l'aggravation du conflit.

La vérité — je crois — est que la guerre d'Algérie se développe sans cesse depuis sept ans ; qu'elle met en jeu de part et d'autre des forces de plus en plus importantes ; qu'elle s'étend à la France ; que son processus de radicalisation fait apparaître peu à peu la division de toutes les forces politiques, militaires et économiques, françaises ou algériennes, en deux camps opposés ; que c'est le mérite du P.S.U. d'avoir dès sa naissance pris place dans le camp qui lutte pour la libération du peuple algérien et pour la paix ; que, à l'inverse, l'appareil d'état gaulliste, De Gaulle en tête, s'est placé le 13 mai dans le camp des colonialistes et des responsables de la guerre et que, si aujourd'hui il s'avoue incapable de mener son camp à la victoire, il s'avère non moins incapable de s'opposer au processus de radicalisation de la guerre.

Cette analyse n'a qu'un but : montrer que l'essentiel aujourd'hui n'est pas dans les rencontres (surtout en coulisse) de dirigeants politiques visant à constituer des équipes de rechange, mais bien dans la lutte immédiate, radicale, unie, contre la guerre d'Algérie, le fascisme qu'elle engendre et le pouvoir qui la perpétue.

Union

des Forces Populaires

Dans cette perspective, il est urgent que les forces populaires en France relancent la lutte contre la guerre et ce, dans l'union la plus totale. Ce serait à notre Parti de proposer publiquement la création à tous les échelons, y compris le national d'un Front commun contre le fascisme et la guerre, groupant partis, syndicats et mouvements.

C'est en fait de cette lutte même, de son développement, que dépend pour l'essentiel l'avenir de notre pays. Sans la pratique constante et énergique de cette lutte, toutes les considérations théoriques sur le Front Socialiste resteront dans le domaine spéculatif.

Pierre Molino

(1) Cf. T.S. n° 72, 21 octobre 1961, p. 23.

Lecture et politique

La fronde des généraux

Moins de six mois après l'événement, J. Fauvet et J. Planchais nous présentent une étude (1) sur le putsch d'avril 1961. Il ne peut donc s'agir d'un travail exhaustif ; capable de faire la lumière sur tous les points d'ombres qui subsistent. Les auteurs n'ont d'ailleurs pas cette prétention : ils entendent surtout, à partir de la documentation accessible, offrir une image relativement cohérente de la folle entreprise des quatre généraux. A ce point de vue, ce livre est une grande réussite : parfois une trop grande réussite, car on a un peu l'impression que J. Fauvet et J. Planchais ont poussé un peu trop loin certaines de leurs hypothèses. Dans l'ensemble, toutefois, leur travail est excellent. Tel qu'il est, il permet — croyons-nous — de mieux déterminer les possibilités qu'ont les ultras de l'Armée et de l'O.A.S. de faire un nouveau coup d'Etat.

ES raisons de l'échec des comploteurs d'avril 61 sont nombreuses. Quelques-unes sont fort connues, telles la résistance du contingent, l'hostilité de la population métropolitaine, la fermeté du pouvoir en France. On connaît moins les difficultés que les généraux rencontrèrent en Algérie, dans l'Armée elle-même. J. Fauvet et J. Planchais apportent sur ce problème quelques intéressantes précisions. Le corps des officiers était bien dans sa majorité anti-gaulliste et sentimentalement acquis aux thèses intégrationnistes, mais il était loin d'être acquis à l'idée d'un coup d'Etat et n'avait a fortiori aucune vue précise sur la structure et l'assise d'un nouveau pouvoir. Dans sa majorité, il ne se sentait pas prêt non plus à se substituer au pouvoir gaulliste qui continuait à faire le maximum pour ménager le prestige et la position sociale de l'armée. Le putsch gaulliste ne pouvait, par conséquent, que dérouter et déconcerter de très nombreux officiers, non seulement parce que sa préparation technique était déficiente, mais aussi parce que sa préparation politique était insuffisante. Les hésitations, l'attentisme — puis l'hostilité déclarée, — de nombreux officiers des différentes armes ont leur origine dans cette impréparation politique, qui, elle, traduit l'étroitesse des bases sociales de l'entreprise gaulliste (absence de soutien en Métropole, quasi-inexistence de contacts avec la population française d'Algérie).

Cela ne veut naturellement pas dire qu'un nouveau coup d'Etat est impossible. Cela veut simplement dire que, sous la forme de coup d'Etat techni-

que (basé uniquement sur des militaires), il est à peu près impossible et en tout cas voué à l'échec. Une nouvelle tentative implique par suite une liaison plus étroite avec la population française d'Algérie, une sorte de symbiose, comme Salan semble l'avoir compris. Mais encore, une telle tentative, victorieuse en Algérie, est-elle loin d'être assurée du succès aussi longtemps que la France refuse de se prêter à une telle opération. Même l'assassinat ou la disparition du général de Gaulle ne changent pas fondamentalement les données du problème. Pour que le coup d'Etat algérien réussisse, il faut supposer la démission des forces politiques françaises — ce qui n'est pas donné à l'avance, même en cas d'une grande confusion initiale. En ce domaine, il faut donc se garder d'un pessimisme ou d'un catastrophisme irréfléchis, trop souvent utilisés pour présenter de Gaulle comme le Sauveur Suprême.

Sur ce dernier point, les auteurs nous invitent, malgré eux, à quelques réflexions salutaires.

A plusieurs reprises, ils font remarquer que le pouvoir gaulliste s'est gardé d'expliquer véritablement sa politique à l'armée, qu'il l'a laissée s'engager sur la voie de l'intégration, qu'il l'a laissée croire à la victoire militaire, pour s'orienter ensuite vers la République algérienne. Cette inconscience apparente d'un homme qui fait tout son possible pour sauver l'armée de la crise algérienne, ils l'attribuent à certains défauts de la personnalité du Chef de l'Etat, ce qui revient à peu près à expliquer les événements par le « nez de Cléopâtre ». Par contre, si l'on veut bien ne pas oublier que De Gaulle n'est pas mécontent de pouvoir se présenter comme un arbitre et qu'il lui est possible d'utiliser la pression de l'armée contre l'opposition de gauche, on s'étonnera beaucoup moins que la V^e République ait ses complots, comme la IV^e avait ses crises ministérielles. En outre, il ne faut pas oublier que la politique gaulliste n'est jamais partie du principe de la paix à tout prix en Algérie, mais bien de celui du minimum de concessions à un moment donné. Qu'on en arrive maintenant à un abandon de toute une série de préalables du côté français ne signifie pas que De Gaulle était persuadé, dès le début, de la nécessité de les abandonner, ni non plus qu'il faut la guerre à son corps défendant.

Lutter contre les complots, cela veut dire aussi lutter contre la guerre et contre le pouvoir gaulliste qui essaie d'éviter que la paix en Algérie ne soit une victoire des forces populaires.

J.-M. Vincent

(1) Arthaud, éditeur.

Le N° d'Octobre de la Revue « Esprit »

De l'assistance à la solidarité

PARMI les nombreuses études consacrées depuis de nombreuses années au sous-développement, le numéro d'Esprit d'octobre, intitulé « De l'assistance à la solidarité », se singularise par la perspective qui l'oriente. D'emblée, cet ensemble d'articles se situe dans une perspective dynamique : l'étape coloniale se termine ; à travers ses séquelles, les peuples du monde entier se cherchent mutuellement, essaient d'inventer des façons de vivre communes. Comment participer à ce processus ?

Ainsi Jean Cuisenier, en économiste, ramène le problème du sous-développement à une problématique politique (celle de la domination qui est contestée) et à une problématique économique — celle de l'industrialisation qui tend à imposer sa contrainte sur l'ensemble de la planète, et il pose la question : avec quelle marge de tolérance l'industrie et sa logique nous gouvernent-elles ?

Cheik Hamidou Kane, écrivain et économiste sénégalais, situe ensuite la rencontre de l'Occident et de l'Afrique au plan des cultures. L'Afrique, encore quasi muette dans le dialogue des civilisations, peut apporter à l'Europe un sens précieux du don et du mystère de l'être. Plus immédiatement, Gérard de Bernis analyse très précisément à quelles conditions l'assistance technique peut éviter d'être une

nouvelle forme de mainmise du plus « évolué » sur le plus pauvre, et essaie d'ouvrir la voie de la solidarité organisée.

Le texte d'Yves Goussault, dirigeant d'une organisation qui pratique l'assistance technique au niveau des villages, décrit les « courants humains » du monde rural africain et montre comment l'expert étranger peut aider ces peuples neufs à se découvrir et à se situer dans un monde où ils font leur entrée.

La conclusion est fournie par une méditation de Paul Ricœur sur « civilisation mondiale et cultures nationales ». La technique universalisée et le brassage des peuples vont-ils « aplatir » les cultures, non seulement atteindre leurs formes mais à térer leur « noyau créateur » ? Il conclut sur la perspective de mises en cause radicales : « nous sommes dans un interregne, où nous ne pouvons plus pratiquer le dogmatisme et la vérité unique et où nous ne sommes pas capables de vaincre le scepticisme ».

A noter aussi une chronique de Vincent Monteil et Claude Pierre sur les Français d'Algérie, un document sur « le terrorisme algérien dans le Nord » et, dans le journal à plusieurs voix, une passionnante note de Petru Dumitriu sur la crise de la culture occidentale telle qu'elle est ressentie par un écrivain qui a quitté un régime communiste.

Grèves réussies à la SNCF et à l'EGF



(Agip)

Malgré ses promesses, M. Buron n'a pas « réquisitionné » les cheminots.

A la suite de l'ordre de grève lancé par les Fédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.O. pour riposter contre les menaces du ministre Buron visant à sanctionner les débrayages futurs, le gouvernement n'a pas réquisitionné les cheminots. La combativité élevée qu'ils ont montrée lors du mouvement du 18 octobre lui a fait craindre qu'une telle mesure provoque une explosion qui n'eût pas rehaussé son prestige déjà en baisse.

En fait, le gouvernement a fait machine arrière.

La veille de la grève du 26 octobre, « mon gouvernement » a publié un communiqué dans lequel il se défendait d'avoir voulu « porter atteinte au principe du droit de grève » et déclarait ne pas s'opposer au mouvement du 26 malgré la « gêne apportée au public ». Toutefois, il tenait à « attirer l'attention des personnels sur le fait que la prolongation, la répétition ou l'extension de mouvements de cette nature n'est pas aujourd'hui concevable devant les difficultés de tous ordres auxquelles le gouvernement doit faire face ». Qu'on se le dise... L'idée d'une réglementation du droit de grève dans le secteur nationalisé sera reprise... en période calme. D'autre part, le pouvoir qui ne recule pas déclarait qu'il avait décidé « de procéder dès à présent à l'étude attentive » des rémunérations des agents des entreprises publiques. Il reconnaissait qu'il y avait là un problème.

Le succès des grèves du 26 octobre à la S.N.C.F. et du 27 octobre à l'E.G.F., grèves suivies à la quasi-totalité des personnels (comme dirait « mon gouvernement ») n'est pas de

nature à faire revenir celui-ci sur une sollicitude dont il reste à apprécier le fruit.

A la S.N.C.F., les roulants autonomes s'étaient joints au mouvement. Seuls, les Cadres autonomes se contentaient de 2 heures de grève symboliques. La césure qui existe entre la majorité des Cadres et le personnel d'exécution n'en est pas moins préoccupante.

Il n'en va pas de même à l'Electricité et au Gaz de France où les Cadres ont contribué une fois de plus à la réussite du mouvement.

Le 26 octobre, la grève a été quasi générale à la R.A.T.P. — qu'il s'agisse des autobus ou du métro (en dépit de la non-participation des conducteurs autonomes spectaculairement annoncée à la Télévision). Il en a été de même à Air France, tandis que les services municipaux parisiens étaient perturbés.

A noter également une grève des postiers C.G.T. Par ailleurs, l'agitation se poursuit dans les transports urbains. Marseille, Grenoble, Saint-Etienne ont été plus ou moins complètement privés de tramways et de trolleybus le 26. La Métallurgie a été elle aussi atteinte, notamment à Lorient et à Saint-Etienne.

Dans la matinée du 27 octobre, la grève de l'E.D.F. a entraîné des perturbations importantes dans les transports et les entreprises les plus diverses (à l'exception du métro et des hôpitaux). Des heurts se sont produits entre la police et les grévistes à Toulouse.

Le gouvernement a décidé de relever le S.M.I.G. de 2,5 % à partir du 1^{er} décembre. D'autre part, l'attention est toujours attirée par les projets de M. Fontanet, ministre de la Santé

publique, concernant le « dé plafonnement » des cotisations d'allocations familiales — dont le taux serait par ailleurs abaissé — et la réforme de l'allocation de salaire unique. Celle-ci serait supprimée pour certaines catégories de bénéficiaires et augmentée pour d'autres (pour les salariés au niveau du S.M.I.G., elle serait portée à 150 NF environ). M. Fontanet, contrairement à son collègue des Finances, voudrait que l'excédent des ressources entraîné par le « dé plafonnement » soit consacré entièrement à revaloriser les A.F., et non plus à combler le déficit du régime maladie de la Sécurité Sociale. La suppression du plafond des cotisations a pour but également, en accroissant les charges patronales, de freiner le relèvement des salaires dans les secteurs de pointe qui donnent « le mauvais exemple ». Il est à craindre, par ailleurs, que l'allègement des charges sociales des entreprises retardataires résultant de l'abaissement du taux des cotisations ne freine la modernisation de celles-ci.

Pour en revenir au secteur nationalisé — moderne s'il en est — il semble que le gouvernement envisage de relever les salaires de ses agents dans une proportion voisine de celle du S.M.I.G.

Les syndicats ne manqueront pas de faire observer que le retard pris sur le secteur privé, joint à la hausse des prix, rend insuffisante une augmentation de 2,5 %. Paul Butet, secrétaire général de la Fédération C.F.T.C. des Cheminots, écrivait, à cet égard, dans *Le Monde* :

« Parce que les gouvernements successifs n'ont pas su, ou pas voulu, examiner en temps utile les problèmes des Enseignants, il y a en 1961 des écoles sans maîtres, des classes sans professeurs. Parce que l'on n'aura pas su prévoir, il y aura peut-être en 1965 des gares sans personnel, des trains à quai sans conducteurs, des signaux en dérangements sans ouvriers pour les réparer... L'exécution du quatrième plan sera-t-elle freinée demain par le goulot créé par le manque de personnel dans les chemins de fer ? »

Sur un plan plus général, le réveil de la combativité ouvrière ne peut que favoriser l'action commune. Le fameux « désengagement » de la C.F.T.C. à l'égard de la C.G.T. n'entraîne pas les progrès de l'unité d'action. Il doit être compris comme une affirmation vigoureuse de la personnalité des militants de la Centrale du square Montholon répondant au durcissement communiste consécutif à la tension internationale. Le problème, toutefois, demeure posé de savoir dans quelle mesure la pratique de l'unité d'action permanente ou quasi-permanente avec les communistes, sur le plan corporatif, peut se concilier avec le refus d'envisager tout accord avec eux sur le plan politique.

Maurice Combes

UNE LETTRE

du Comité de Soutien contre les licenciements à Sud-Aviation

Le Comité de Soutien s'élève contre les nouveaux licenciements (51 dont 3 délégués) décidés par le Gouvernement et le Président Directeur général de Sud-Aviation et proteste contre le silence complice ou la publication de contre-vérités manifestes d'une large partie de la presse, parlée et écrite.

Ces licenciements s'ajoutant aux 104 déjà effectués, fin août, et aux départs consécutifs aux menaces de fermeture totalisent à ce jour une réduction d'effectifs de l'ordre de 500 travailleurs horaires et mensuels.

Les charges de travail actuelles de la société (notamment des usines Sud-Aviation de la région parisienne — Courbevoie, Suresnes) où se pratiquent des embauches de personnel (horaires et mensuels) et des horaires de travail hebdomadaires de 54, 60 et 70 heures, permettent largement le plein-emploi dans toutes les usines de la société et soulignent le processus délibéré anti-social de ces licenciements.

Malgré les propositions concrètes, formulées par les délégués et le Comité de défense Sud-Aviation, notamment : application des 40 heures sans perte de salaire, retraite vitale à 60 ans, rapatriement des importantes sous-traitances passées à l'étranger, transfert des charges de travail excédentaires des usines de la région parisienne, nouvelles fabrications (équipements aéronautiques), le Ministre du Travail, refusant toute prise en considération, autorise les licenciements.

Le Comité de soutien souligne le caractère anti-national de mesures qui visent à porter atteinte au potentiel d'une industrie de base de l'économie nationale.

Il en appelle à tous les travailleurs, à l'opinion publique, soucieux de justice sociale et de l'indépendance nationale pour : élever une vigoureuse protestation à l'adresse du Gouvernement et de la Direction Sud-Aviation, auteurs et responsables des licenciements et exige l'arrêt du plan de liquidation qui concerne dans sa première phase, 1.100 travailleurs horaires et mensuels, sur un effectif total de 1.900.

Les licenciements opérés à Sud-Aviation, La Courneuve ne touchent pas uniquement le personnel de cette usine, mais comportent de sérieux dangers (sur le Marché du travail), à l'encontre de l'ensemble des travailleurs de la région parisienne et de graves répercussions sur l'ensemble de la population locale (commerce, budget municipal, etc...).

Le Comité de soutien renouvelle son appui le plus complet à la lutte des travailleurs de Sud-Aviation La Courneuve contre les mesures qui les frappent, donne son accord à la conférence de presse et d'information du 3 novembre 1961, à 18 h 30, à la Mairie de La Courneuve, et invite les travailleurs et la population de la localité à participer largement à cette conférence.

Trois résolutions de l'Union des Syndicats Confédérés F. O. de la Région Parisienne

Le Comité Général de l'Union des Syndicats Confédérés « Force Ouvrière » de la Région Parisienne, réuni le 28 octobre 1961,

Salue la magnifique grève des Cheminots, de la R.A.T.P., d'Air France, du Gaz et de l'Electricité de France, de la Préfecture de la Seine et de tous les travailleurs qui se sont dressés à l'appel de leurs Organisations syndicales contre les atteintes au droit de grève.

Il affirme la solidarité des travailleurs de toutes les professions et la volonté des Syndicats F.O. de lutter, par tous les moyens, contre les restrictions aux libertés syndicales.

1) Résolution générale

Dans ce sens, il s'élève contre les entraves mises par le pouvoir au fonctionnement du Syndicat de l'U.N.E.F. et contre la création d'un « Syndicat Maison » d'Etudiants.

Le Comité Général, rejetant les décisions illégales et arbitraires du Gouvernement tendant à limiter à 4 % l'augmentation des salaires, alors que les bénéfices patronaux, les dépenses gouvernementales improductives atteignent des chiffres considérables, revendique dans l'immédiat :

- l'augmentation des salaires et traitements,
- un salaire minimum mensuel garanti de 500 NF pour un horaire de 40 heures par semaine.

Il demande l'institution d'une échelle mobile indexée à la fois sur le coût de la vie, pour

garantir le pouvoir d'achat existant, et sur la production pour faire bénéficier l'ensemble des travailleurs de l'expansion économique.

Le Comité Général condamne à nouveau tout système d'intéressement des travailleurs à l'entreprise et se déclare prêt à combattre, par tous les moyens en son pouvoir, la mise en place d'un tel système dont le but est la liquidation des organisations syndicales et la condamnation des conventions collectives, le paternalisme apparent cachant la mise en tutelle des travailleurs par le Patronat et l'Etat.

2) Résolution concernant la participation à certains organismes créés par le Gouvernement

DEPUIS trois ans les travailleurs voient leurs conditions de vie, leur pouvoir d'achat, leurs libertés se restreindre. Profitant de la profonde démoralisation des rangs ouvriers, le patronat se permet d'ignorer, pour l'essentiel, les revendications présentées. Le pouvoir va jusqu'à remettre en cause ce qui avait été acquis par les luttes passées; ainsi les fonctionnaires ont vu leur droit de grève remis en cause par la possibilité de réquisition ou par l'interdiction des grèves partielles. Dans les secteurs privés ou nationalisés, lorsque la production baisse on ne trouve pas d'autre solution que le licenciement (Renault, par exemple). Partout, on intensifie les rythmes de travail.

Le Gouvernement ne peut tolérer d'être contraint à traiter avec les organisations indépendantes de lui, aussi cherche-t-il à réduire l'activité syndicale à un cadre de plus en plus étroit; pour cela, il entend soumettre le syndicalisme à une participation aux plans de l'économie capitaliste et aux diverses formules d'intéressement des travailleurs à l'entreprise.

Face à cette situation, le Comité Général, conscient de rester fidèle aux principes de la Charte d'Amiens, pense que toute adaptation des Syndicats à la politique gaulliste n'aurait d'autre conséquence que de leur faire perdre rapidement leur caractère d'organisation ouvrière indépendante.

Le Comité Général estime que notre Confédération se doit, dans l'intérêt de tous les travailleurs, de prendre une attitude sans équivoque face à la situation; elle doit refuser et condamner toute participation à différents organismes mis en place par le Gouvernement pour appliquer sa politique. Cette participation n'aurait en effet d'autre conséquence que de cautionner une politique anti-ouvrière et anti-sociale.

3) Résolution concernant la réquisition d'Agents de la R.A.T.P.

Le Comité Général, saisi par les Syndicats de la R.A.T.P., des conditions dans lesquelles des agents de la R.A.T.P. ont été réquisitionnés pour conduire, sous escorte de

la police, des autobus transportant dans une enceinte gardée des travailleurs algériens arrêtés au cours de manifestations publiques,

S'élève contre cette méthode qui consiste à utiliser par voie de réquisition des travailleurs à des fins anti-sociales et anti-ouvrières et condamne ce précédent qui ne doit plus se répéter.

TIERS-MONDE

L'Institut d'Etude de Développement Economique et Social — 28, rue Saint-Guillaume — avait invité, sous l'égide de l'Association « Tiers-Monde », à un exposé-débat. Tour à tour, M. François Perroux, Isaac Guelfat, professeur à la Faculté des Sciences Sociales de Jérusalem, Joseph Klatzmann, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes exposèrent les données économiques-sociales de l'entreprise israélienne dans le désert du Neguev.

Rappelons que l'Institut s'est donné pour tâche de répondre immédiatement aux besoins, en cadres qualifiés, des pays en voie de développement et de leur fournir les résultats de ses recherches. Il dispense, à cet effet, un enseignement de haute valeur en trois cycles d'études.

CINÉMA

Chronique d'un été

« **C'**EST le plus Noir de tous les Blancs que je connais », aurait dit Landry, l'interprète (noir) de Jean Rouch pour La Pyramide humaine. Jean Rouch a commencé par l'ethnologie ; il a ensuite découvert quel moyen privilégié d'exploration ethnologique était le cinéma, et a rapporté d'Afrique quelques documents remarquables. Persuadé que l'on ne peut filmer des hommes en faisant semblant de n'être pas là, mais que bien au contraire leur comportement est modifié s'ils se savent filmés, il arriva, par cette voie, à ce qu'on appelle le psychodrame : demander à des personnes de jouer tel ou tel rôle, pour étudier les modifications que cela amène dans leur personnalité. Le premier essai, La Pyramide humaine, réalisé au lycée d'Abidjan, ne fut pas très convaincant. Celui qu'il nous présente aujourd'hui au Cinéma d'Essai est plus excitant.

Pendant des mois Jean Rouch et Edgar Morin ont filmé des gens, leur posant des questions, les regardant vivre, gagnant leur confiance jusqu'à ce que les « patients » se sentent suffisamment décontractés pour parler devant la caméra, tout en se sachant enregistrés, sans réticences. Qu'il y ait chez certains une part d'exhibitionnisme, sans doute ; mais précisément c'est que cet exhibitionnisme fait partie de leur personnalité. Que Rouch et Morin aient un peu joué, avec un plaisir évident, à l'apprenti-sorcier, provoquant par leur intervention des événements dans la vie des gens qu'ils allaient voir, est déjà plus grave ; l'on peut pourtant penser qu'ils ont joué un rôle de révélateurs ; si les acteurs du film prennent conscience, en le tournant, de certaines choses qui leur étaient cachées auparavant, et que cette prise de conscience leur amène un malaise, leur ôte une résignation, on ne saurait en blâmer les auteurs du film. Il est plus gênant que Rouch et Morin, qui interviennent en personne pour poser des questions, aient ainsi l'air d'être « en dehors du coup », de s'être attribué d'autorité le rôle du professeur psychanalyste — et ainsi, commodément soustraits eux-mêmes aux interrogations. C'est à la fois la lacune du film et la preuve de sa réussite : le spectateur a envie de soumettre Rouch et Morin au psychodrame. A moins que les personnalités des auteurs ne disparaissent, de manière cachée, dans le choix qui nous est présenté, puisque nous ne voyons qu'une petite partie des milliers de mètres de pellicules impressionnés pour cette enquête ?

Mais assez parlé des conditions particulières de fabrication du film. Qu'est-ce que nous montre Chronique d'un Été ?

Ce n'est pas un échantillonnage ; les cas ne sont pas « caractéristiques ». Ces personnages sont, mettons, dactylo ou ouvrier chez Renault,

mais ne sont ni « La » dactylo ni « L' » ouvrier. Ils parlent d'eux, de leur problèmes, de la France et de la politique. Des gens, arrêtés dans la rue, espionnés par une caméra malicieuse et cachée, se voient poser ex abrupto la question : « Etes-vous heureux ? » D'autres parlent de leur difficulté à trouver le bonheur, à comprendre l'autre, de la guerre d'Algérie. Ils nous frappent parce que si les mots qu'ils emploient sont usés, s'ils recourent parfois à certain vocabulaire contourné (il y a sans doute une explication à cela), leurs préoccupations sont les nôtres, et — vocabulaire à part — ressenties de la même façon, qui n'est pas conventionnelle. Etre un homme et une femme ensemble, face à face, cela pose tous les jours des problèmes qui sont ceux-là — qui ne sont pas ceux des autres films ou des journaux.

Pour mener à bien l'entreprise, Rouch et Morin ont dû trouver des « acteurs » — disons plutôt des personnages — parmi des gens de leur entourage. Cela n'est pas trop grave puisque nous sommes prévenus qu'il ne s'agit nullement d'un échantillonnage, mais de cas particuliers ; c'est un peu décevant pourtant, de soupçonner que Fournier, par exemple, connaissait Morin, ses écrits et son histoire politique avant de commencer le film. Je pense que c'est de là que vient cette légère déviation du vocabulaire, bien reconnaissable chez plusieurs personnages.

L'entreprise de Rouch et Morin peut donc appeler bien des réserves : elle n'en reste pas moins une expérience passionnante. On peut lui trouver des parents dans certains projets du néoréalisme italien (qu'il ne réalisa guère, exception faite de l'interview des rescapés du suicide, par Antonioni, dans L'Amour à la Ville) ou de certains cinéastes américains, rompus aux techniques de la Télévision (Shirley Clarke, Sidney Myers). Mais ces parentés n'enlèvent rien au mérite et à l'originalité de Chronique d'un été : passionner les spectateurs, refuser le faux réalisme de la « tranche de vie », imposer la subjectivité de l'auteur, jouer, enfin, cartes sur tables.

Marcel Ranchal

LE FLORIDE 43, Fg. Montmartre
- PROvence 63-40
Semaine du 1^{er} au 7 novembre
ÉTOILES
Film germano-bulgare
GAUGUIN
Court-métrage
d'Alain Resnais

Au Théâtre des Champs-Élysées
avec la Compagnie Roger Planchon

Édouard II

d'après Marlowe

ROI d'Angleterre de 1307 à 1327, marié à Elisabeth fille du roi de France Philippe le Bel, Édouard II d'Angleterre inspira Christopher Marlowe qui décrivit dans une de ses pièces son inaptitude à régner. Que Planchon, après Brecht, se soit passionné pour un tel personnage ne surprendra personne. Dépassé par l'époque dans laquelle il tient les rênes du pouvoir, incapable d'en assurer les mutations, seulement guidé par ses amitiés particulières, Édouard cumule bien tous les traits d'un témoin de l'histoire et ceux d'un de ses médiocres acteurs.

Durant vingt ans, la grande aristocratie et les marchands des Communes se disputent le pouvoir. La première entend maintenir ses privilèges. Les seconds, ouvrir le royaume vers les luttes d'influence, donc de marché. Ni représentant de sa classe, ni convaincu d'une quelconque évolution, Édouard ne joue pas plus les « arbitres suprêmes », type de Gaulle. Il profite, à sa mesure, des avantages du trône. Rêve d'une idyllique république égalitaire des arts et des amours. Sa liaison avec Gaveston occupe surtout son esprit. Et les luttes qu'il mènera, lui, Édouard II ennemi des grandes tueries, surviendront pour préserver sa « certaine manière » de vivre.

Dans une autre version de cette adaptation, présentée celle-là à Orange l'an dernier, Planchon jouait le rôle d'Édouard. Il en offrait une image différente : un être faible, incapable de surmonter une égoïste vision du monde. Réagissant, comme les faibles, par coups de tête. Mais ne posant que rarement sa situation en regard de l'ensemble.

Au Théâtre des Champs-Élysées, Jean Leuvrais, excellent disons-le, présente un personnage répugnant à user des prérogatives habituelles du pouvoir, quoique conscient de pouvoir le faire, envisageant avec lucidité sa situation en porte à faux dans l'histoire. Et l'expliquant de temps en temps.

Je n'opposerai pas la conception d'Orange à celle de Paris encore qu'elle me semble plus juste. Surtout si l'on voit Édouard tel qu'il est : jouisseur, lâche, dominé entièrement par ses aventures homosexuelles. Après tout, Planchon a le droit de souligner ce qui lui paraît essentiel. Par contre, les remarques faites à propos de « Schweyk » apparaissent encore plus justifiées ici. Manque de rigueur dans la mise en scène, accumulation d'astuces techniques, non fondues dans l'ensemble donc demeurant des astuces. A tel point, que la demi-heure d'entrée après l'ouverture du rideau est inintelligible.

Cela pose, à mon avis, la question essentielle : Pourquoi ces faisceaux de projecteurs, laissant dans l'obscurité la plupart des acteurs alors présents, pourquoi ce dispositif-placard abstraitisant, pourquoi ce constant va-et-vient, ces entrées tumultueuses, ces cavalcades ?

On sent bien de multiples intentions. Les dialogues des personnages avec eux-mêmes, avec leur voix portée par le micro constituent par exemple un moyen de briser selon les critères du théâtre épique, le

déroulement dramatique. Mais il manque dans tout cela une conception d'ensemble, une volonté délibérée. Et j'en viens à penser à la nécessité pour le Théâtre de la Cité, d'adjoindre à son équipe de direction un « concepteur », un « idéologue » : bref ce « dramaturge » (ici entendu dans la signification allemande) responsable du choix des œuvres, de la ligne adoptée, puis maintenue dans la mise en œuvre, de la relation entre la « décoration », la musique et la pièce. Cela ne résoudra certes pas tous les problèmes. Mais puisque Planchon a choisi de faire du théâtre populaire, — un théâtre populaire bien situé dans le temps, s'ouvrant directement sur l'époque en changement — (pour reprendre les termes du programme —, il devient indispensable de pouvoir lire clairement au moins ces intentions.

Pour revenir à Édouard II, il me semblerait injuste de ne pas dire la vigueur de certaines scènes. La « promenade » - torture du roi déchu, que M. Papon ne désavouerait pas. La bataille des troupes loyalistes et des « frondeurs aristocratiques », mêlant étroitement ses combattants-monstres d'armures et les figeant dans ses moments d'horreur. Les gros plans découpés par les halos des projecteurs, parfois amenés des cintres, parfois surgissant du fond de la salle.

Ce sont tous ces éléments qui permettent d'assurer que Planchon est actuellement le meilleur animateur du théâtre français. Celui de qui nous pouvons beaucoup attendre. Pour cela, montrons-nous attentifs à tout ce qu'il entreprend. Quitte à user, face à certaines erreurs, de ce réalisme critique base du théâtre épique.

Émile Copfermann

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE 15-04

Semaine du 1^{er} au 7 novembre

LA FILLE

AUX YEUX D'OR

ENTREPRISE KEUK DJIAN

Peinture splendide

Décoration - Installation - Agencement
Ravalement - Vitrerie
Appartements - Villas - Magasins
Escaliers

Travail loyal et consciencieux

GUT. 83-25 — 5, rue de Cléry, Paris-2^e

Peinture

Jorge Soterias

galerie
du
COLISÉE

40, RUE DU COLISÉE
PARIS

Jusqu'au 22 novembre



De la déstalinisation à une révision plus profonde

LE XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. a terminé ses travaux. Il a approuvé — à l'unanimité naturellement — les deux rapports de Khrouchtchev ainsi que le projet du nouveau programme. Après avoir entendu le rapport de Kozlov sur les modifications à apporter aux statuts du parti, il les a adoptées également à l'unanimité. Ensuite il a procédé à l'élection des membres du Comité Central. Ce dernier désigne son praesidium (ancien Bureau Politique) et le secrétariat du Parti.

Le discours que Khrouchtchev a prononcé vendredi 27 octobre pour clôturer les débats sur ses deux rapports (sur l'activité du Parti et sur le nouveau programme) n'a pas été publié le lendemain matin. Il n'a paru que dans l'après-midi du 28 octobre. Je n'ai pas encore reçu les journaux soviétiques avec ce texte. Je me référerai donc aux comptes rendus des correspondants particuliers, à Moscou, du *Monde* et d'*Europe 1*.

Le chef du gouvernement soviétique a confirmé son désir de négocier avec les puissances occidentales « le règlement de l'affaire allemande ». Si cette négociation est engagée avec le désir d'aboutir, Khrouchtchev ne maintiendra pas la date du 31 décembre pour signer seul le traité de paix avec l'Allemagne de l'Est. Il semble que l'U.R.S.S. envisagerait le règlement sur la base du plan Rapacki (désengagement de l'Europe Centrale) ou d'un autre plan de la même nature.

C'est là un terrain qui permet aux puissances occidentales d'aborder à la fois le règlement du problème allemand et celui du désarmement progressif. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne laisseront-ils échapper cette occasion — peut-être la dernière — de mettre fin à la guerre froide que le général de Gaulle et le chancelier Adenauer veulent perpétuer ?

«K» ne veut pas tenir compte de l'opinion universelle...

N. Khrouchtchev a parlé aussi des expériences nucléaires. A la demande quasi-unanime des peuples (exprimée par l'O.N.U. par 87 voix contre 11 et 3 abstentions) de ne pas faire éclater sa bombe de 50 mégatonnes, le chef communiste a répondu par un refus net. Il veut, a-t-il dit en substance, montrer aux agresseurs potentiels que l'U.R.S.S. est plus forte que tous et ne craint personne. La bombe a donc explosé...

On annonce que néanmoins la Chine se prépare à faire exploser la sienne, la première, et une bien petite bombe. Ce faisant elle suit l'exemple de la France. Mao-Tsé-Toung veut constituer sa propre « force de frappe » tout comme notre Général-Président.

Pendant le refus de Khrouchtchev de tenir compte de l'opinion

universelle est lourd de conséquence. Il sera très difficile, à présent, d'empêcher les Etats-Unis de procéder également à des explosions dans l'atmosphère.

Quant à la « propreté » des bombes soviétiques dont a parlé Khrouchtchev, elle est toute relative. Les autres puissances nucléaires le prétendent aussi...

...s'en prend à la Chine...

N. Khrouchtchev a répété ses accusations contre l'Albanie. Il a accusé les dirigeants du parti communiste albanais de faire régner la terreur. Leur police serait pire que la police tsariste. Ils s'accrochent désespérément au pouvoir. Mais ils devraient partir...

« K » n'a pas hésité de répondre à Chou-En-Lai. Ce dernier — on s'en souvient — avait dit que ce n'était pas une méthode « marxiste-léniniste » de laver le linge sale communiste en public. Le chef communiste soviétique, piqué au vif, a riposté en mettant la Chine en cause et cette fois d'une façon directe.

« Nous partageons l'inquiétude de nos amis chinois et apprécions leur souci de renforcer l'unité (du monde communiste), a dit Khrouchtchev. Si les camarades chinois désirent contribuer à la normalisation des relations du parti albanais avec les autres partis frères, personne ne saurait contribuer mieux qu'eux à la solution de ce problème. » (Le Monde du 29-30 octobre.)

L'allusion à la conjuration sino-albanaise est claire. Khrouchtchev a dit tout haut ce que tout le monde sait : c'est la Chine qui est derrière l'Albanie.

Aussi « K » met-il Mao-Tsé-Toung au pied du mur. S'il se tait ou s'il continue à soutenir l'Albanie contre l'U.R.S.S., et les stalinien russes contre Khrouchtchev, il encourt la même réprobation qu'Enver Hodja et ses collègues. La rupture entre la Chine et l'U.R.S.S. serait alors complète. Si Mao veut l'éviter, il doit désavouer publiquement les dirigeants albanais et reconnaître la justesse des thèses et l'action de Khrouchtchev.

Or, la Chine traverse une très grave crise agricole et par conséquent aussi une crise économique et alimentaire. Elle a besoin d'aide immédiate. Seule l'U.R.S.S. peut la lui fournir. Alors...

...et condamne Staline et ses méthodes sanglantes

C'est cependant la partie du discours de Khrouchtchev consacrée à « l'anti-parti » qui, dans le présent, doit surtout attirer notre attention. Le successeur de Boulganine (qui...

à lui-même succédé à Malenkov, lequel a pris la place de Staline après sa mort) a été encore plus dur à l'égard des « stalinien » que dans son premier discours.

Il a dénoncé Malenkov, Molotov et Kaganovitch comme des « complices » de Staline. Or, ce dernier porte la responsabilité des répressions sanglantes qui ont coûté la vie à des milliers et des milliers de membres du parti et aussi à des « sans-parti ». Il a parlé de la « cruauté » de Staline. Il a cité des cas particuliers. Il semble avoir suggéré de réhabiliter toutes les victimes innocentes de la terreur stalinienne. Il est allé encore plus loin. Il aurait proposé d'ériger un monument à leur mémoire.

Toujours est-il qu'à la suite de ces nouvelles révélations de « K » sur Staline, son régime et ses complices, les étudiants de l'Université de Lénine à Moscou ont demandé que le corps de Staline soit enlevé du mausolée où il git, momifié, à côté de celui de Lénine.

Le district central de Moscou qui porte le nom de Staline a demandé de changer de nom.

Que ces manifestations de l'antistalinisme ne soient probablement pas spontanées — comme aussi les discours des délégués — ne change rien à l'importance de l'événement. Elles vont dans le sens de la déstalinisation de 1956 que l'opinion soviétique avait accueillie avec beaucoup plus de joie que les cadres supérieurs et moyens du parti communiste. Elles auront donc des répercussions auxquelles « K » ne s'attend peut-être pas. Mais il n'avait pas de choix.

Pour garder le pouvoir, pour imposer sa politique, pour briser la résistance de ces cadres — qui redoutent la perte d'autorité et la fin de leurs privilèges — il fallait rompre publiquement avec le demi-mensonge du « culte de la personnalité ». De 1956 jusqu'à aujourd'hui on n'osait pas mettre en cause le REGIME STALINIEN et Staline lui-même. On critiquait certains traits de son caractère. Mais Staline restait l'homme qui avait rendu à la Révolution les plus grands services. On le présentait encore comme un théoricien marxiste.

Aujourd'hui cette explication du stalinisme n'est plus valable. De la condamnation du « culte de la personnalité », « K » est passé à la condamnation de l'homme. De la condamnation du dictateur, il s'est vu obligé d'en arriver à condamner le régime. Or, celui-ci a duré de 1928 à 1953, c'est-à-dire vingt-cinq années sur les quarante-quatre années de l'existence de l'U.R.S.S. « socialiste ».

En réalité, le régime stalinien a commencé plus tôt et a duré jusqu'en 1956.

Le sens du nouveau programme

On comprend maintenant pourquoi il a fallu élaborer un nouveau programme fondé sur la thèse anti-marxiste du « passage » du socialisme au communisme.

En dévoilant devant les populations de l'U.R.S.S. tous les crimes et toutes les tares du stalinisme, en faisant ainsi appel à l'opinion publique soviétique contre les cadres rétrogrades du parti, Khrouchtchev essaye de convaincre les habitants du pays « socialiste », mécontents de leur sort, et les militants communistes de la base, que cette période, prétendument socialiste mais en réalité stalinienne, est terminée. Une société nouvelle « khrouchtchevienne », société d'abondance et de joie, naît avec la victoire de « K » sur les derniers stalinien...

Mais les ouvriers, les étudiants et les très nombreux intellectuels et techniciens auxquels Khrouchtchev demande de réviser et de condamner le stalinisme, s'arrêteront-ils aux limites de la révision et de la condamnation qu'il leur indique ?

Est-ce que les « kolkhoziens » se contenteront de déboulonner les statues de Staline ? Ne se souviendront-ils pas que la collectivisation de l'agriculture et la création des kolkhozes sont dues à Staline et qu'elles ont été imposées, à eux ou à leurs pères, par la terreur stalinienne, par les mêmes méthodes sanglantes que l'on dénonce à présent (du moins en ce qui concerne les exécutions sommaires de militants et de militaires) ?

Les écrivains, les poètes, les musiciens ne demanderont-ils pas que la révision et la condamnation s'étendent également aux idées stalinien sur l'art, qui sont cependant maintenues dans le nouveau programme ?

On peut, me semble-t-il, répondre à toutes ces questions par l'affirmative.

En revenant de Moscou, en 1956, je disais et j'écrivais : la déstalinisation est irréversible. J'ai confirmé ce jugement aussi après un voyage en U.R.S.S. en 1959.

Aujourd'hui la simple déstalinisation est dépassée. Il s'agit d'une révision plus profonde qui n'est plus seulement la révision du stalinisme.

Oreste Rosenfeld

P.S. — Le vieux Vorochilov a lu une « autocritique » pitoyable. Il a reconnu son action « anti-parti ». Il a nié sa participation aux crimes de Staline. Il a demandé l'indulgence. Khrouchtchev lui a généreusement pardonné.

Molotov — qui est à Vienne — ne se rend pas. Il a adressé une lettre au Congrès. Il défend sa position politique. Il accuse « K » d'abandonner la voie marxiste-léniniste. Il sera exclu du Parti, ainsi que Malenkov, Kaganovitch et leurs camarades.

Jusqu'à nouvel ordre, il ne semble pas qu'il y aurait des procès et des exécutions. Vychinski et sa « justice » ont été dénoncés au Congrès. « K » ne voudra pas avoir l'air de recourir à des méthodes stalinien. D'ailleurs, il ne tient certainement pas non plus qu'un procès public permette de compléter ses révélations sur la terreur stalinienne.

Cet article était déjà composé lorsque le vœu exprimé par les étudiants de Moscou a été transformé en décision du Congrès, votée à l'unanimité : la dépouille de Staline ne reposera plus dans le Mausolée de la Place Rouge avec celle de Lénine. Les fleurs déposées par Chou-En-Lai « à la mémoire du grand marxiste léniniste » devaient être encore fraîches.

Nous ne portons pas, quant à nous, un grand intérêt aux symboles et aux rites. Il n'en reste pas moins que la

décision du Congrès est d'une très grande importance dans la mesure où elle constitue un geste spectaculaire destiné à frapper l'opinion soviétique et sans doute aussi les partis communistes des autres pays et où elle signifie une condamnation globale de l'ère stalinienne.

Désormais, une question se pose : comment ce mouvement de déstalinisation se développera-t-il ? Quelles seront ses conséquences, non pas seulement pour la Russie, mais aussi pour

les P.C. des autres pays, pour leurs rapports avec l'Union Soviétique ?

Il n'est pas possible que ceux qui avaient, par force ou par conviction, dans tous les pays, sacrifié au culte stalinien, ne se posent pas les problèmes ou ne les trouvent posés, malgré eux. La condamnation du stalinisme dans la forme absolue qu'elle revêt maintenant ne porte-t-elle pas en elle la condamnation de tout un système de gouvernement, de toute une conception de la structure des P.C.

et de leurs relations avec la Russie ? On ne pourra plus, désormais, imputer les méthodes de terreur à la responsabilité d'un seul homme, ni les considérer comme de simples « déviations » des dernières années, explicables par les défauts d'un dictateur vieillissant.

Il va de soi que nous reviendrons sur toutes ces questions et que nous suivrons de près pour nos lecteurs les conséquences que la déstalinisation, dans sa forme 1961, ne peut manquer de développer.